

IMPORTATION D'UN  
MILLION DE MOUTONS

## Pallier les lacunes de l'année dernière

Lire l'article de A. Z. page 3



Tebboune reçoit  
l'envoyé spécial du  
président somalien

P. 2



Chanegriha  
supervise  
le lancement  
du satellite  
«Alsat-3A»

P. 4



SANTÉ

## Vers un assouplissement des critères pour l'ouverture de pharmacies

Lire l'article de M. Aziza page 4



AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## Un nouveau service pour simplifier les démarches administratives aux citoyens

P. 3



## Respect du cessez-le-feu Les médiateurs appelés à faire pression sur Israël

Mohamed Mehdi

Vendredi, 99<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump. Dans son dernier rapport statistique, publié hier, le ministère de la Santé a fait état de 30 nouvelles victimes des bombardements israéliens, dont 12 martyrs et 18 blessés, lors des précédentes 24h (jeudi), ainsi que 2 corps de martyrs retrouvés sous les décombres.

Le bilan des massacres israéliens depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe à 463 martyrs, 1.269 blessés et 712 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide.

Quant au bilan cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.455 martyrs et 171.347 blessés.

L'attaque israélienne qui a fait 12 martyrs et 18 blessés a eu lieu jeudi soir à Deir al-Balah, dans le centre de l'enclave de Ghaza. Une nouvelle agression qui intervient au lendemain de l'arrivée d'une délégation du Hamas dans la capitale égyptienne pour entamer des pourparlers relatifs à la deuxième phase de l'accord du 10 octobre 2025.

«Un nouveau crime a été commis ce soir par les forces d'occupation sionistes criminelles avec le bombardement de la maison de la famille Al-Hawli à Deir al-Balah, entraînant la mort de plusieurs Palestiniens», a dénoncé le Mouvement Hamas dans un communiqué rendu public jeudi.

Le Hamas a réitéré son appel aux médiateurs sur «la nécessité de contraindre l'ennemi criminel à respecter l'accord de cessez-le-feu et à appliquer toutes ses dispositions, y compris le passage à la deuxième phase de l'accord», leur demandant de «condamner ce crime et tous les autres».

Par ailleurs, le Bureau de presse sur les prisonniers à Ghaza a annoncé, jeudi dans un communiqué sur Telegram, le décès de Mohammed Ahmed Al-Sayed Al-Basyouni (Abou Suhaib), originaire de Beit Hanoun, des suites de blessures.

«Al-Basyouni avait été libéré à deux reprises des prisons israéliennes, la dernière fois dans le cadre d'un échange de prisonniers», ajoute la déclaration précisant que son décès est survenu quelques jours après «l'effondrement du toit du bâtiment municipal de Deir al-Balah sur sa tente, dans le centre de la bande de Ghaza, sous l'effet de vents violents». «Grièvement blessé, il avait été transféré à l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa et admis en soins intensifs jusqu'à

l'annonce de son décès», ajoute le Bureau de presse des prisonniers à Ghaza.

Hier également, Al Jazeera a rapporté le martyre d'une femme de 62 ans suite à des tirs israéliens à l'ouest de Khan Younes, dans le sud de Ghaza. Le complexe médical Nasser a de son côté signalé que d'autres personnes avaient été blessées dans la même attaque ciblant des civils hors des zones de déploiement des forces israéliennes à l'ouest de Khan Younes. Parallèlement, des véhicules militaires israéliens ont fait une incursion à Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Ghaza, constituant une nouvelle violation de l'accord de cessez-le-feu après l'annonce du début de sa deuxième phase.

### DES «EFFORTS PERSISTANTS» D'ORGANISATIONS ALLEMANDES QUI NIENT LE GÉNOCIDE À GHAZA

L'Institut Lemkin pour la prévention du génocide (LIPG) a condamné, dans un communiqué rendu public le 13 janvier, les «efforts persistants» de plusieurs organisations de la société civile allemande de «premier plan» visant à «nier le génocide en cours à Ghaza» et à «diffuser de la désinformation et des discours négationnistes auprès des décideurs politiques allemands».

«Ces efforts doivent être replacés dans le contexte plus large de la relation privilégiée qu'entretient l'Allemagne avec Israël, relation ancrée dans la responsabilité historique de l'Allemagne face à la Shoah», ajoute l'Institut qui porte le nom de Raphaël Lemkin qui est à l'origine de la formulation de la notion de «génocide».

La déclaration rappelle que «depuis que l'occupation militaire israélienne a dégénéré en génocide, le paysage médiatique allemand a été soigneusement façonné pour convaincre l'opinion publique et les dirigeants politiques du respect par Israël du droit international», considérant que «les principaux médias allemands» sont devenus «le porte-parole le plus fidèle du gouvernement israélien».

Le LIPG note également que «les discours négationnistes et ouvertement anti-palestiniens ont structuré le discours politique allemand», rappelant que «ce phénomène est apparu au grand jour lorsque le chancelier Merz a publiquement remercié Israël d'avoir «fait le sale boulot» dans sa campagne contre l'Iran».

Un «négationnisme du génocide (...) activement produit et institutionnalisé par un réseau de groupes de réflexion pro-israéliens, d'acteurs de la société civile et de points d'accès parlementaires qui, ensemble, transforment le négationnisme en une «expertise» légitime, respectable et pertinente sur le plan politique», ajoute le communiqué qui cite plusieurs exemples en appui à ce constat.

## Tebboune reçoit l'envoyé spécial du président somalien

L'envoyé spécial du président de la République fédérale de Somalie, M. Farah Sheikh Abdulkadir Mohamed a exprimé, jeudi, la reconnaissance de son pays pour le rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien des causes justes africaines et arabes.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'envoyé spécial a indiqué avoir remis au président de la République, une lettre du président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, dans laquelle il lui a exprimé "un profond remerciement et une grande reconnaissance pour le rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien des causes justes africaines et arabes".

Il a ajouté que la lettre fait état également de "la reconnaissance de la République fédérale de Somalie à l'égard

de la position ferme de l'Algérie en faveur de l'unité et de la souveraineté de la Somalie, "en tant que pilier essentiel de la sécurité nationale, africaine et arabe, ainsi que son rejet catégorique de toute tentative visant à porter atteinte à son intégrité territoriale".

Il a ajouté que le président de la République a exprimé "l'appui aux efforts de la Somalie pour le renforcement de la sécurité et la stabilité en Afrique et dans le monde arabe".

L'envoyé spécial a par ailleurs indiqué que la lettre fait également état de "la position claire de la Somalie à l'égard de certaines politiques et ingérences régionales, notamment les pratiques émanant de l'Etat des Emirats arabes unis, qui compromettent l'unité de la Somalie et attisent les conflits séparatistes, ce qui constitue une menace directe pour la sécurité, la stabilité et l'unité pour les deux espaces africain

et arabe". Dans le même contexte, M. Farah Sheikh Abdulkadir Mohamed a précisé que sa rencontre avec le président de la République intervient dans le cadre "du suivi des résultats de la précédente visite du président somalien en Algérie et des concordances de points de vue et accords politiques qui en ont découlé, réaffirmant la profondeur des relations fraternelles entre les deux pays frères et leur engagement commun à renforcer la coordination et la concertation continue".

Il a rappelé que, lors de cette visite, l'accent a été mis sur "l'importance d'unifier les positions africaines et arabes et de renforcer la coordination conjointe dans les cadres régionaux et internationaux pour relever les défis actuels et rejeter toutes ingérences extérieures qui portent atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Etat de Somalie".

## ANALYSE

Laala Bechetoula

### ICE TRUMP, les USA sont les prochains

L'Amérique a longtemps été à l'aise avec l'exportation de ses cauchemars. Le changement de régime était quelque chose qui se passait ailleurs. Le maintien de l'ordre arbitraire appartenait à des géographies lointaines. La peur comme méthode de gouvernance était une pathologie d'autres systèmes, d'autres cultures, d'autres histoires. Les États-Unis observaient, sanctionnaient, sermonnaient. Ils imaginaient rarement leur propre reflet dans le miroir.

Ce miroir se dresse désormais chez eux. Sous Donald Trump, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) a cessé d'être une institution technique chargée de l'application de la loi sur l'immigration. Elle est devenue une idéologie en action. Une interprétation uniformisée de la vision trumpienne du monde : verticale, punitive, théâtrale, émotionnellement indifférente et stratégiquement cruelle. L'ICE n'est pas le problème en soi. Elle est la traduction. La parfaite.

Il ne s'agit pas de frontières. Les frontières sont un prétexte. Ce qui se déroule est quelque chose de bien plus intime et de bien plus dangereux : l'intériorisation de méthodes autrefois réservées aux pays « instables », aujourd'hui redéployées contre le tissu social américain lui-même.

Trump n'a jamais gouverné par la loi au sens classique. Il gouverne par le spectacle. Il comprend qu'à l'ère des écrans, des algorithmes et de l'indignation permanente, l'autorité n'a plus besoin de cohérence ; elle a besoin de visibilité. Les raids de l'ICE à l'aube, les enfants séparés de leurs parents, les agents masqués et anonymes, les tribunaux transformés en zones d'intimidation -ce ne sont pas des nécessités administratives. Ce sont des scènes. Des scènes soigneusement cadrées. La cruauté performée en haute définition, non pas malgré les caméras mais pour elles.

La peur, télévisée, devient politique publique. Bien avant Trump, Bernie Sanders avait averti que la diabolisation des plus vulnérables finirait par corroder l'ensemble du système. « Une nation qui fait des immigrés des boucs émissaires aujourd'hui », disait-il, « trouvera de nouveaux ennemis demain. » Cet avertissement n'était pas une posture morale. C'était une analyse structurelle. Une fois qu'un État normalise la déshumanisation dans un domaine, il la confie rarement à celui-ci. La cible peut changer. La méthode, elle, ne change pas.

L'ICE opère précisément dans cette zone grise où la légalité devient performance. Les mandats sont brandis comme des accessoires. Les juridictions sont contraintes à la complaisance. La détention s'étend plus vite que la surveillance. Le langage du droit est préservé, mais son âme est discrètement évacuée. La procédure régulière survit sur papier tout en étant suspendue dans la pratique. Ce n'est pas un échec du système. C'est une caractéristique de la méthode.

L'un des alliés les plus proches de Sanders et critique de longue date des excès corporatifs et étatiques, Ben Cohen, a capturé cette dérive avec une clarté brutale : « Quand la compassion est traitée comme une faiblesse, le pouvoir a déjà perdu sa boussole morale. » La

phrase atterrit inconfortablement parce qu'elle décrit exactement ce que l'ICE représente sous Trump : un État fier de sa dureté, méfiant envers l'empathie, convaincu que la clémence sape l'autorité.

Derrière le bruit se tient une logique plus froide. Steve Bannon, ancien stratège de Trump, l'a articulée sans embarras : inonder l'espace, submerger les sens, épuiser la résistance. L'ICE s'inscrit parfaitement dans ce schéma. Non seulement comme agence, mais comme image. Le choc constant, l'ambiguïté juridique, la confusion morale -ce n'est pas un dysfonctionnement. C'est une guerre de saturation. Quand tout semble extrême, plus rien ne paraît exceptionnel.

Pendant des décennies, Washington a critiqué d'autres États pour avoir politisé l'application de la loi, pour avoir transformé l'administration en arme, pour avoir brouillé la ligne entre sécurité et intimidation. Aujourd'hui, ces techniques ne sont plus étrangères. Elles ont été domestiquées, normalisées, enveloppées dans le langage de la souveraineté et du patriotisme. L'ironie est cruelle : l'empire n'a plus besoin d'exporter l'instabilité. Il a appris à la fabriquer chez lui.

C'est pourquoi « les USA sont les prochains » n'est pas un slogan. C'est un diagnostic. Les États-Unis ne s'effondrent pas dans les flammes. Ils se vident, lentement, poliment, procéduralement. La confiance s'érode. Les communautés se replient. Les enfants apprennent que l'État arrive sans prévenir. Les citoyens intériorisent une leçon dangereuse : les droits sont conditionnels, et le silence est plus sûr.

Trump n'a pas besoin de chars dans les rues. Il n'a pas besoin de suspendre la Constitution. Il lui suffit de la répétition. Normaliser la peur. Normaliser l'arbitraire. Normaliser l'idée que certaines personnes méritent moins de droit que d'autres. Une fois ce seuil franchi, la catégorie de « certaines personnes » s'étend toujours.

Sanders l'avait averti au Sénat avec des mots passés presque inaperçus sous le bruit : « Si nous abandonnons la procédure régulière pour les moins puissants d'entre nous, nous l'affaiblissons pour tous. » Cette phrase devrait hanter la conscience américaine. Au lieu de cela, elle se dissout dans le bourdonnement de fond de l'indignation, des tweets et des sirènes.

Le dommage le plus profond infligé par le trumpisme ICE n'est pas statistique. Il est psychologique. Il enseigne aux Américains à accepter la gouvernance sans empathie, l'ordre sans justice et l'autorité sans responsabilité. Il conditionne la société à confondre force et cruauté, décision et brutalité.

La vérité est ailleurs, oui. Mais pas là où les Américains ont été formés à regarder. Elle n'est pas à la frontière. Elle n'est pas dans les caravanes, les gros titres ou les slogans de campagne. Elle est au centre du système, là où le pouvoir a commencé à parler un langage qu'il prétendait autrefois combattre.

Trump n'a pas inventé ce langage. Il l'a révélé, amplifié et marqué de son nom. L'ICE en est l'accent. Et l'histoire est impitoyable avec les nations qui échouent à se reconnaître dans le miroir jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

## Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Importation d’un million de moutons  
 Pallier les lacunes  
 de l’année dernière

*L’opération d’importation d’un million de moutons en prévision de l’Aïd El Adha est entrée dans une phase avancée de son exécution. À moins de trois mois de cette importante fête religieuse, le ministre de l’Agriculture, Yacin Oualid, a tenu une réunion de coordination jeudi afin de mettre en œuvre les directives du président de la République visant à importer un million de têtes de bétail, afin de répondre à la forte demande des ménages.*

A. Z.

D’une manière générale, cet te opération vise trois prin cipaux objectifs : stabiliser les prix des moutons qui ont tendance à augmenter, à l’ombre de la forte demande coïncidant avec cette pé-riode, combler les lacunes dans la production nationale de viande et contenir la diminution constante du cheptel ovin national. Lors de la réu-nion du jeudi dernier, le ministre a souligné l’importance de tirer partie de l’expérience acquise lors de l’im-portation des moutons destinés au sacrifice en 2025 afin d’améliorer les performances et de pallier les lacu-nes antérieures, indique un commu-niqué du ministère.

Les décisions prises comprennent l’élargissement de la liste des pays fournisseurs et la conclusion de nou-veaux accords sanitaires avec ceux-ci, ainsi que la location de navires spécialisés dans le transport de bé-tail. Il a également été décidé d’en-voyer immédiatement des équipes techniques dans les pays fournisseurs afin de vérifier les garanties sanitai-res fournies et de doubler le nombre de points de quarantaine par rapport à l’année dernière. Le secteur privé sera associé au transport des ani-maux destinés au sacrifice depuis les ports vers les différentes régions du pays, et de nouveaux mécanismes seront mis en place pour réglemen-

ter la vente, selon la même source. Enfin, une commission nationale composée des secrétaires généraux des secteurs concernés a été créée pour superviser l’ensemble du pro-cessus. Notons que cette décision du président de la République a été sa-luée par de nombreux partis politi-ques et d’associations.

Dans ce contexte, la Fédération nationale des éleveurs (FNE) a sou-ligné que cette décision « aura un im-pact positif sur les éleveurs dont l’ac-tivité a été affectée, ces dernières années, en raison de la rareté des pluies ». Le président de la FNE, Djilali Azzaoui, a affirmé, derniè-rement, que l’importation des moutons profitera à la fois aux éleveurs et aux citoyens, estimant dans ce sillage que cette démar-che aura pour effet « de combler le déficit enregistré en matière d’offre, mais contribuera égale-ment à la stabilité des prix et per-mettra aux citoyens d’acheter le mouton de l’Aïd ».

Soutenant que les éleveurs « res-tent optimistes » quant à la déci-sion d’importation, qui intervient à une période marquée « par d’importantes quantités de pluies, offrant ainsi des pâtura-ges naturels aux éleveurs, ce qui laisse présager une augmentation du nombre de têtes de bétail dès l’année prochaine, accompagnée d’une stabilisation des prix ».

Concours de recrutement  
 des enseignants

Les délais  
 d’inscription prorogés  
 dans plusieurs wilayas

Le ministère de l’Education natio-nale a annoncé, mercredi dans un communiqué, la prorogation ex-ceptionnelle des délais d’inscription aux concours de recrutement sur ti-tre pour l’accès aux grades d’ensei-gnants, au titre de l’année 2025, au profit de certaines directions de l’Education ayant enregistré un dé-ficit du nombre de candidats par rap-port aux postes ouverts.

"Dans le cadre du suivi continu du déroulement des concours de recru-tement sur titre pour l’accès aux gra-des d’enseignants au titre de l’année 2025, et soucieux d’assurer l’enca-drement pédagogique nécessaire au sein des différents établissements éducatifs, le ministère de l’Education nationale a relevé un déficit du nom-bre de candidats par rapport au nombre de postes budgétaires ouverts dans certaines wilayas et dans certaines matières".

Ainsi, et "après l'accord de la Di-recton générale de la fonction pu-blique et de la réforme administrati-ve, le ministère de l’Education na-tionale annonce la prorogation, à ti-tre exceptionnel, des délais d’inscrip-tion du jeudi 15 janvier au 20 jan-vier 2026, au profit des candidats

aux concours de recrutement sur ti-tre pour l’accès aux grades de : pro-fesseur d’enseignement primaire classe 1, professeur d’enseignement moyen classe 1, et professeur d’en-seignement secondaire classe 1, et ce, dans certaines matières et dans certaines wilayas, avec une exemp-tion exceptionnelle de la présentati-on de la fiche de résidence", a pré-cisé la même source.

"Les inscriptions et le dépôt des dossiers et des pièces requises se font exclusivement via la plateforme élec-tronique de l’Office national des exa-mens et concours (ONEC), à l’adres-se https://concours.onec.dz, confor-mément aux mêmes étapes, condi-tions et modalités fixées par la circu-laire n 713 du 11 décembre 2025 et ses annexes, relative à l’organisa-tion des concours de recrutement sur ti-tre spécifiques aux grades d’ensei-gnants au titre de l’année 2025", ajoute la même source.

"Cette mesure constitue une ex-ception à laquelle il est recouru après épuisement des candidats de la wi-laya concernée et où la priorité est accordée, en toutes circonstances, aux résidents de ces wilayas", con-clut le communiqué.

Affaires étrangères  
 Un nouveau service  
 pour simplifier les démarches  
 administratives aux citoyens

Le ministère des Affaires étran-gères, de la Communauté natio-nale à l’étranger et des Affaires africaines, et le ministère de l’Inté-rieur, des Collectivités locales et des Transports, ont annoncé le lan-cement d’un nouveau service per-mettant aux citoyens nés à l’étran-ger et se trouvant sur le territoire national de déposer leurs deman-des d’enregistrement et de rectifi-cation des actes d’état civil direc-tement au niveau des communes, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à renfor-cer les efforts en matière de nu-mérisation et de modernisation du service public, à simplifier les pres-tations administratives destinées aux citoyens résidant en Algérie et à l’étranger et à rapprocher l’ad-ministration du citoyen, a indiqué jeudi un communiqué du ministè-re des Affaires étrangères.

"Dans le cadre de la concrétisation des instructions des hautes autori-tés du pays relatives au renforce-ment des efforts de numérisation et de modernisation du service public, à la simplification des ser-vices administratifs destinés à nos concitoyens résidant à l’intérieur et à l’extérieur du pays et au rappro-chement de l’administration du ci-toyen, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l’Inté-rieur, des Collectivités locales et des Transports annoncent le lancement d’un nouveau service permettant aux citoyens nés à l’étranger et se trouvant sur le territoire national de déposer leurs demandes d’enregis-trement et de rectification de leurs documents d’état civil directement au niveau des communes", lit-on dans le communiqué.

"Fruit d’une coopération con-jointe entre les secteurs des Affai-res étrangères et de l’Intérieur, no-

tamment dans les domaines de l’échange de données et de l’inter-connexion des systèmes d’informa-tion, ce nouveau service apportera une réelle valeur ajoutée à la qualité des prestations fournies au profit des citoyens concernés par les demandes de retrait, d’enregis-trement ou de rectification de ces documents, tout en leur évitant les déplacements vers le service de l’état civil du ministère des Affai-res étrangères pour les récupérer", selon la même source.

"Ce nouveau service sera, dans une première phase, disponible au niveau des communes de la wilaya d’Alger et dans les communes siè-ges des chefs-lieux des autres wi-layas du pays, avant d’être géné-ralisé, dans une phase ultérieure, à l’ensemble des communes res-tantes à travers le territoire natio-nal", conclut le communiqué du ministère des Affaires étrangères.



Belkacem Ahcène Djaballah

Ces derniers mois, quel-ques grandes déci-sions, liées aux finan-ces publiques, ont été prises puis revues et corrigées peu de temps après, nos gouver-nants ayant constaté, lors de leur

application sur le terrain, bien des interrogations et des dégâts. D’abord, l’allocation touristique annuelle de devises de 750 euros pour les adul-tes et de 300 euros pour les mineurs âgés de 12 et plus. Au départ, à partir de juillet 2025, ce fut sans entraves, ce qui a vu un déferlement de voya-geurs aux frontières, tout particulièrement cel-les avec la Tunisie. Un «trafic» monstre! Ce qui a obligé, par la suite (en décembre 2025), à la ré-vision de la copie avec des conditions d’octroi assez sévères, ce qui, immanquablement, n’a pas manqué de susciter des ressentiments ici et là.

Ensuite, on a eu une nouvelle note de la Ban-que d’Algérie en date du 5 janvier 2026 qui an-nule et remplace officiellement la Note n°02/ DGIG/2025 (précisant les conditions d’alimen-tation des comptes commerciaux, en autorisant explicitement le recours aux moyens de paiement scripturaux et au paiement en espèces) datée du 22 décembre 2025 «qui avait suscité de larges interprétations dans les milieux économiques». Dans la foulée, le Gouverneur se voit changer.

On a eu, aussi, la décision de généraliser les terminaux de paiement électronique (TPE) à l’en-semble des locaux commerciaux. Texte mal sûr-çu ou mal rédigé ou mal compris et, bien sûr, exploité par les habitués malfaisants, on a vite précisé, officiellement, qu’il «n’a jamais été ques-tion de mesures coercitives». Et que les servi-ces du ministère intensifient les opérations de sensibilisation au profit des commerçants, en vue de dissiper toutes les appréhensions à ce sujet. Et, «il n’y a aucun délai final à cette opé-ration» a-t-on ajouté. Reçu cinq sur cinq!

Pourquoi donc tous ces rétropédalages? De l’incompétence des fonctionnaires en charge de l’application des orientations politiques? La contrainte du temps et de la précipitation?

En fait, peut-être tout simplement une incom-plétude certaine en matière de connaissance des terrains, des «cibles», des activités et des com-portements , de plus en plus complexes et sur-tout, nouveaux. A la limite de l’insaisissable et de l’incompréhensible. Bref, il y aurait un dé-phasage entre le décideur et l’opinion publique (ou le «terrain»).

De ce fait, certaines décisions ou réglemen-tations se retrouvent rapidement soit inapplica-bles soit difficilement réalisables dans l’immé-diat (ou dans les délais fixés). Quand elles ne sont pas totalement ignorées. L’exemple le plus frappant est bien celui de l’utilisation du télé-phone portable en voiture. Interdit certes mais largement utilisé, au vu et au su de tous! Et, il a fallu «ramer» dur pour généraliser la ceinture

de sécurité.

Pour ma part, et peut-être est-ce là un «défaut» inhérent à ma fréquentation, durant près de quatre décennies, de l’Universi-té, en tant qu’enseignant asso-cié dans le domaine de la com-

munication, je pense que tout ce décalage, pe-sant, coûteux, et aussi dommageable pour l’ima-ges extérieure de la gouvernance nationale, est dû à l’ignorance, par les concepteurs des textes d’application, des résultats de la Recherche scientifique dans le domaine des Sciences sociales et humaines et de ses résultats. Lorsque ceux-ci existent, of course !

Hélas, depuis trois à quatre décennies, sinon bien plus, tout particulièrement depuis que l’idée et la pratique de la planification ont dés-erté les rangs gouvernementaux, on a seule-ment une approche technocratique et une déci-sion bureaucratique. Il est vrai que, parallèle-ment, la Recherche scientifique et opérationnel-le, dans les Sciences sociales et humaines, a été presque évincée -d’abord un recul puis la disparition- laissant la place à celle en sciences dites dures. Plus d’enquêtes d’opinion, plus de sondages (publics ou privés) et même plus de grands reportages dans la presse et de radios-trottoir ! On ne jure plus que par le tout- numé-rique, l’IA, les maths et même de «nation quan-tique». C’est beau, c’est bon, c’est utile et né-cessaire, mais est-ce suffisant?

La machine au pouvoir, l’humain au devoir! Une formule comportant bien des risques et/ou des dérapages.

La solution! Renouer avec une tradition bien établie ailleurs. Avant toute décision politico-technico-bureaucratique, à quelque niveau que ce soit, passer obligatoirement par la prise en compte, non des interventions et autres confé-rences et avis souvent sur-médiatisés, d’experts, réels ou supposés, des résultats, études, son-dages émis par les centres universitaires et/ou des organismes privés spécialisés dans la con-naissance des opinions publiques et agréés. En-core faut-il qu’il en reste encore! D’autant qu’il n’existe pas encore de loi sur le sondage. Ou, s’ils existent, qu’ils pratiquent en toute liberté. That is the question!

PS: -Je crois savoir qu’il existe (ou devrait exister), au niveau de la plupart des ministères des Conseils scientifiques. Existents-ils réelle-ment ? D’où viennent les membres? Et, s’ils existent fait-on appel à leur expertise? Et, si expertise il y a, sur quoi se base-t-elle? Sur de simples interventions ou sur des études scientifiquement menées? -Toutes mes excuses pour la «coquille» du samedi 10 Janvier (Chronique Raïna Raïkoum: «L’Info’ qu’on aime»). Il fallait lire le Pape Léon XIV et non François.



Santé

## Vers un assouplissement des critères pour l'ouverture de pharmacies

M. Aziza

La question de l'octroi d'agréments pour les nouvelles officines privées revient au devant de l'actualité avec le projet de réviser les critères pour le transfert et l'installation de nouvelles pharmacies. Et ce, dans le souci de répondre aux besoins locaux tout en faisant de la pharmacie un service public.

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a annoncé dans ce sens l'élaboration d'un projet de décret exécutif visant à réviser les conditions et modalités d'exercice de la profession de pharmacien, conformément à l'article 250 de la loi relative à la santé. Ce texte est actuellement à l'étude par une commission regroupant experts, techniciens, partenaires sociaux et le Conseil de déontologie professionnelle. Avec le principal objectif d'assouplir et d'élargir les conditions d'octroi des agréments pour l'ouverture d'officines privées, afin d'augmenter leur nombre à l'échelle nationale.

C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé le ministre de la Santé lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), jeudi dernier. La réforme permettra de répondre à la forte demande des pharmaciens non encore agréés, inscrits sur des listes d'attente, dont les dossiers seront désormais traités via une plateforme numérique, garantissant transparence et équité.

Avec un parc actuel de 12.938 officines privées, ce nouveau cadre réglementaire vise également à améliorer la couverture pharmaceutique, à assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux, et à renforcer l'accès des citoyens aux services de proximité.

Le Dr Samy Khellef, membre du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), a affirmé, dans une déclaration au Quotidien d'Oran, qu'il est certes nécessaire de mettre à jour les conditions d'installation des officines privées. Mais, il préconise de prendre en considération l'aspect financier et le modèle économique de l'officine. Il a souligné que, malgré les évolutions du secteur, le fonctionnement économique des pharmacies demeure régi par une loi datant de 1998, devenue aujourd'hui obsolète. À ce titre, il a insisté sur la nécessité de revaloriser la marge bénéficiaire du pharmacien, estimant que celle-ci ne reflète plus la réalité des charges actuelles.

Ouvrant une parenthèse explicative, le Dr Khellef a rappelé que la mention SHP figurant sur la vignette correspond au Service d'honoraires du pharmacien, c'est-à-dire la rémunération perçue en contrepartie des conseils, orientations et indications fournis aux patients concernant les traitements. Or, cette prestation varie actuellement entre 1 dinar et moins de 3 dinars, un montant jugé dérisoire. Il a précisé que le texte réglementaire fixant cette marge est désormais totalement dépassé.

Selon lui, avant d'introduire de nouvelles conditions d'installation, il est impératif de réviser ce cadre juridique, afin d'éviter la faillite de certaines officines, déjà en difficulté face aux charges financières qui leur incombent.

Le Dr Khellef a également regretté que le SNPAA n'ait pas été associé à l'élaboration du projet de décret, soulignant la nécessité d'impliquer le syndicat dans ce processus. Il a reconnu l'existence d'une forte pression de la part des pharmaciens souhaitant ouvrir leurs propres officines. «

Il y a même ceux exerçant dans les hôpitaux ou dans l'industrie pharmaceutique», dit-il. Mais, ajoute notre interlocuteur, il est nécessaire de prendre en compte la carte pharmaceutique existante ainsi que la viabilité économique des pharmacies, certaines éprouvant déjà des difficultés à équilibrer leurs comptes.

Pour sa part, Mouad Tabainet, président de l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA), a déclaré que son organisation, bien qu'étant un partenaire du secteur, n'a reçu à ce jour aucun dossier ni projet officiel relatif à la révision des conditions d'installation des officines. Il a précisé que cette problématique est régulièrement soulevée par les députés devant chaque nouveau ministre de la Santé.

« À ce stade, nous ne connaissons ni le contenu ni les détails du projet. Nous savons seulement que le Conseil de l'ordre des pharmaciens pourrait, dès la semaine prochaine, remettre un texte sous forme de proposition ou de contribution sur cette question », a-t-il conclu.

### UN PROJET DE DÉCRET POUR L'ENCADREMENT DES COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

Le ministre de la Santé a indiqué, par ailleurs, que son département a élaboré deux projets de décrets exécutifs. Le premier fixe les conditions et modalités de description des substances pharmaceutiques destinées à la médecine humaine, tandis que le second définit les caractéristiques techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine. Il a précisé que les deux textes ont été déposés au Secrétariat général du Gouvernement pour étude.

## Blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues

### Un individu placé en détention

Le dénommé Chahi Mohamed a été placé en détention provisoire pour des faits liés au blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues, ainsi que pour escroquerie et fraude à l'égard du public, a indiqué jeudi un communiqué du Parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier.

"Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier porte à la connaissance de l'opinion publique que, suite à des informations parvenues au service central de lutte contre la criminalité économique et financière de la Sûreté nationale concernant l'implication du

dénommé Chahi Mohamed dans des opérations de blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues et des faits d'escroquerie et de fraude à l'égard du public, en exploitant un réseau complexe d'abus d'influence et de création de sociétés fictives, une information judiciaire a été ouverte, ayant conduit à l'arrestation de l'intéressé et de ses acolytes", précise le communiqué.

"Le 15 janvier 2026, les suspects, à savoir le dénommé Chahi Mohamed et ses associés, ont été présentés devant le Parquet de la République. Une enquête judiciaire a été ouverte à leur encontre pour délits de blanchiment d'argent et de produits criminels dans le cadre d'un groupe criminel, en utilisant les facilités

offertes par une activité professionnelle, en violation de la législation et de la réglementation relatives aux changes et aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger, pour abus d'influence afin d'obtenir d'indus privilèges auprès d'une administration ou d'une autorité publique, pour obtention d'avantages injustifiés lors de la conclusion de contrats contraires aux dispositions législatives et réglementaires, ainsi que pour participation au détournement de fonds publics", ajoute la même source.

"Après audition des accusés lors de leur première comparution par le juge d'instruction, une ordonnance de placement en détention provisoire a été émise à l'encontre de l'accusé Chahi Mohamed", conclut le communiqué.

## Chutes de neige sur plusieurs wilayas

Des chutes de neige affecteront les reliefs dépassant les 1100/1200 mètres d'altitude dans plusieurs wilayas, samedi et dimanche, indique un bulletin météo spécial (BMS) émis, vendredi, par lesservices de l'Office national de météorologie. Placé en vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas de Béchar, Tlemcen, Naâma, Sidi Bel Abbès, Saïda et El Bayadh, dont les reliefs dépassent les 1100/1200 mètres d'altitude, du samedi à 12h00 au dimanche à 06h00, gagnant localement des altitudes plus basses autour de 1000 mètres durant la matinée du dimanche. L'épaisseur de la neige est estimée entre 5 et 10 cm.

Sont également concernées par les chutes de neige, les wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Laghouat et Djelfa dont les reliefs dépassent les 1100/1200 mètres d'altitude, gagnant localement des altitudes plus basses autour de 1000 mètres dans la matinée du dimanche, avec une épaisseur estimée entre 10 et 15 cm.

Ce BMS est valide du samedi à 21h00 au dimanche à 12h00.

## Chanegriha supervise le lancement du satellite «Alsat-3A»

Le Général d'Armée, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a supervisé, jeudi, au niveau de la station satellitaire de Télédétecton, l'opération de lancement du satellite "Alsat-3A", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la consolidation et du développement des capacités nationales dans le domaine de la surveillance satellitaire, et en concrétisation du partenariat entre l'Agence Spatiale algérienne (ASAL) et la Société chinoise des Sciences et des Technologies Aérospatiales, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a supervisé, aujourd'hui jeudi 15 janvier 2026 à 05h01mn (heure locale), au niveau de la station satellitaire de Télédétecton, l'opération de lancement du satellite "Alsat-3A" depuis la Base de Lancement de Jiuquan, au nord-ouest de la République Populaire de Chine", précise la même source.

Et ce, ajoute-t-on, "en présence du Commandant de la 1ère Région Militaire, des Chef de Départements et des Directeurs Centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de

l'ANP, aux côtés de l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine en Algérie, du Directeur Général de l'ASAL et de l'attaché de défense près l'ambassade de Chine à Alger".

"L'opération de lancement du satellite Alsat-3A, qui s'est déroulée à (05H01) heure algérienne (12H01 heure chinoise), a été couronnée de succès et permettra à notre pays de disposer de données supplémentaires à travers des capacités satellitaires à très haute résolution dédiée à l'observation, et de consolider notre dispositif dans le domaine du renseignement géospatial et des informations géospatiales à valeur ajoutée, à l'instar de la cartographie et des modèles numériques de terrain", souligne le communiqué.

Il convient de signaler que notre pays avait procédé en 2002, au lancement du premier satellite dédié à l'observation de la terre Alsat-1, avant le lancement, en 2010 et 2016, des satellites Alsat-2A et Alsat-2B, rappelle le communiqué.

"Le lancement de ce nouveau satellite, auquel ont contribué des experts algériens, représente un nouvel acquis venant renforcer les capacités géospatiales de notre pays dans ce domaine, et confirme les efforts consentis par l'Etat algérien dans la perspective de maîtriser les technologies spatiales", ajoute le MDN.

## Commerce Les soldes d'hiver débutent demain

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, jeudi dans un communiqué, que les soldes d'hiver pour l'année 2026 débuteront à partir de dimanche 18 janvier, et s'étaleront jusqu'à la fin du mois sacré de Ramadhan et de la Fête de l'Aïd El-Fitr.

Cette décision intervient "en raison du grand engouement pour les achats durant la période hivernale, et en prévision de la spécificité de la demande accrue durant le mois de Ramadhan et l'Aïd

El-Fitr, en vue de permettre aux citoyens de bénéficier des offres promotionnelles durant cette occasion religieuse", précise le ministère. Cette opération vise à "permettre aux citoyens d'acquérir différents produits à des prix réduits et à renforcer leur pouvoir d'achat", selon le ministère, insistant sur "la nécessité pour les opérateurs économiques de respecter les règles juridiques encadrant l'annonce des soldes, afin de garantir la transparence des prix et la qualité des produits proposés".

## Aéroport de Batna Plus de 34.000 euros et 4.110 riyals saoudiens saisis

La brigade de contrôle relevant de l'inspection de contrôle des voyageurs au niveau de l'aéroport international chahid Mostefa Belboulaïd de Batna a saisi 34.060 euros et 4.110 riyals saoudiens, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de l'inspection divisionnaire des douanes de la wilaya relevant de la direction régionale de Constantine.

L'opération a été menée lors du traitement d'un vol international permettant d'intercepter deux person-

nes qui tentaient de faire sortir clandestinement des sommes d'argent vers l'étranger à savoir 21.410 euros, 12.650 euros et 4.110 riyals saoudiens, selon le communiqué.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les douanes algériennes pour lutter contre les tentatives de transfert clandestin d'argent et d'infraction à la législation et réglementation en vigueur pour protéger l'économie nationale, a ajouté le document.

## Air Algérie reçoit son troisième Airbus A330-900 NEO

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé jeudi avoir réceptionné son troisième avion de type Airbus A330-900 NEO, dans le cadre de son programme de renouvellement et d'extension de sa flotte.

L'appareil, baptisé Yennayer, est arrivé à l'aéroport international Houari Boumédiène d'Alger. Il succède à deux autres avions du même type reçus récemment : "Novembre 54" en novembre 2025 et "Gara Djebilet" début janvier 2026.

Destinés aux vols long-courriers, ces avions permettent à Air Algérie d'intensifier ses lignes internationales, notamment vers le Canada, la Chine et l'Afrique du Sud.

L'A330-900 NEO peut accueillir plus de 300 passagers, répartis sur différentes classes, et offre une réduction de 25 % de la consommation de carburant et des émissions

de CO2 par rapport aux modèles précédents. Les appareils sont également équipés de systèmes de divertissement modernes et d'une connexion Internet via Wi-Fi.

Avec cette livraison, la flotte d'Air Algérie compte désormais 57 avions, auxquels s'ajoutent 15 appareils appartenant à sa filiale Domestic Airlines.

Le programme de renouvellement lancé en 2023 prévoyait l'acquisition de huit Boeing 737 MAX-9 et de dix Airbus A330-900 NEO avant que la commande soit portée ultérieurement à dix (10) avions de ce type.

Il prévoit également l'acquisition de seize (16) avions de type ATR 72-600 pour renforcer le réseau domestique.

Ces acquisitions s'inscrivent dans le plan stratégique d'Air Algérie à l'horizon 2035, visant à répondre à la demande croissante du transport aérien national et international.



## Groenland

## Envoi d'une mission militaire européenne

En «désaccord fondamental» avec les Etats-Unis, le Danemark a obtenu jeudi l'envoi d'une mission militaire européenne au Groenland, territoire autonome danois convoité par Donald Trump, qui a fait savoir que ce déploiement n'avait «aucun impact» sur son «objectif».

Traditionnel allié des Américains au sein de l'Otan, le Danemark a annoncé renforcer sa présence militaire au Groenland, en réponse aux critiques américaines sur son manque d'engagement dans l'île arctique mais également en réaction à la volonté réitérée du président américain de s'en emparer.

Deux avions de transport de troupes danois ont atterri dès mercredi sur le territoire.

Dans la foulée, la France, la Suède, l'Allemagne et la Norvège, rejoints par les Pays-Bas, la Finlande et le Royaume-Uni, ont annoncé l'envoi de personnel militaire pour une mission de reconnaissance qui s'inscrit dans le cadre de l'exercice danois «Arctic Endurance» organisé avec des alliés de l'Otan.

Ces renforts militaires européens de taille modeste - 13 pour l'Allemagne par exemple, un militaire pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni - doivent préparer la participation de ces armées à de futurs exercices dans l'Arctique, expliquent des sources de défense de plusieurs pays.

«Je ne pense pas que le déploiement de troupes en Europe ait un impact sur la prise de décision du président et cela n'a aucun impact sur son objectif d'acquiescer le Groenland», a déclaré jeudi la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, pendant une conférence de presse.

## «COÏNCIDENCE TEMPORELLE»

La mission européenne a été annoncée dans la foulée de la rencontre mercredi entre le ministre danois des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen, celle du Groenland Vivian Motzfeldt et des dirigeants américains à la Maison Blanche.

Il s'agit-là d'une «coïncidence temporelle», a assuré jeudi soir le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, sur la chaîne ARD. «Lorsque nous avons lancé la planification, nous ne pouvions pas savoir que la rencontre aurait lieu mercredi, ni comment elle se terminerait», a-t-il dit.



Interrogé sur les ambitions de Donald Trump vis-à-vis du Groenland, M. Pistorius s'est dit «relativement serein», soulignant que «les Etats-Unis ne se résument pas à l'administration de Donald Trump».

La participation des Européens à la «sécurisation» du Groenland revient à «retirer» au président américain «son principal argument», a-t-il encore dit.

«Nous ne faisons pas que partager (ses) préoccupations de sécurité, nous nous engageons aussi à y répondre ensemble», a-t-il ajouté.

## «SITUATION GRAVE»

La Première ministre danoise Mette Frederiksen a de fait acté jeudi l'existence d'un «désaccord fondamental» avec les Etats-Unis sur l'avenir du territoire arctique. «L'ambition américaine de prendre le contrôle du Groenland reste intacte», a-t-elle souligné. «Il s'agit bien sûr d'une situation grave et nous poursuivons donc nos efforts pour empêcher que ce scénario ne se réalise.»

«Il existe un consensus au sein de l'Otan sur le fait qu'une présence renforcée dans l'Arctique est essentielle pour la sécurité européenne et nord-américaine», a ajouté Mme Frederiksen.

Son ministre de la Défense Troels Lund Poulsen a annoncé qu'un plan était en élaboration pour instaurer une présence plus importante et permanente en 2026.

Mme Frederiksen doit rencontrer vendredi une délégation du Congrès américain en visite à Copenhague, en présence du chef du gouvernement groenlandais, a confirmé son cabinet à l'AFP.

«PROVOCATION»  
POUR LES RUSSES

La diplomatie russe a fait part de sa «sérieuse inquiétude» après l'envoi de troupes provenant de pays de l'Otan, affirmant que les supposées visées de Moscou sur le Groenland étaient un «mythe».

Les annonces d'envois de troupes «doivent être considérées comme une provocation

supplémentaire des pays occidentaux, qui tentent d'imposer leurs règles, y compris dans cette partie du monde», a affirmé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

A Nuuk, la capitale groenlandaise, où des drapeaux groenlandais ont fleuri devant les devantures des boutiques et aux fenêtres des habitations, les habitants sont partagés entre angoisse et espoir de voir la situation s'améliorer.

«C'est très effrayant parce que c'est quelque chose d'énorme», a commenté Vera Stidsen, une enseignante de 51 ans. «J'espère qu'à l'avenir nous pourrions continuer à vivre comme nous l'avons fait jusqu'à présent: en paix et sans être dérangés», a-t-elle dit à l'AFP.

Donald Trump, qui assure entretenir de bonnes relations avec le Danemark, répète que les Etats-Unis ont besoin du Groenland pour sa sécurité nationale, pour contenir les avancées de la Russie et de la Chine en Arctique, et n'écarter pas un recours à la force pour s'en emparer.

## Japon-Etats-Unis

## Coopération renforcée sur les missiles et les exercices militaires



Tokyo et Washington se sont mis d'accord vendredi pour renforcer leur production conjointe d'équipements de défense, notamment de missiles, et étendre leur présence militaire dans les eaux au sud-ouest du Japon, alors que la Chine accentue sa pression sur son voisin asiatique.

L'accord a été conclu après une rencontre à Washington entre le ministre japonais de la Défense, Shinjiro Koizumi, et son homologue américain Pete Hegseth, au cours

de laquelle ils ont également prévu de renforcer leur coopération sur les chaînes d'approvisionnement, y compris pour les minéraux critiques.

Les tensions diplomatiques sont vives entre le Japon et la Chine depuis que la Première ministre japonaise Sanae Takaichi a laissé entendre en novembre dernier que Tokyo pourrait intervenir militairement si Pékin attaquait Taïwan.

La Chine, qui revendique la souveraineté

de cette île, a riposté en restreignant ses exportations vers le Japon de produits susceptibles d'avoir des applications militaires, alimentant les inquiétudes à Tokyo sur la capacité de Pékin à bloquer l'approvisionnement en terres rares indispensables.

Alors que «l'environnement sécuritaire se dégrade rapidement» en Asie, «les deux ministres ont confirmé que l'alliance nippo-américaine reste absolument inébranlable», indique le communiqué publié par le mi-

nistère japonais de la Défense. Les ministres veulent également renforcer la production conjointe de missiles air-air et d'intercepteurs sol-air.

Ils se sont aussi engagés à développer «des exercices conjoints plus sophistiqués et pratiques dans divers lieux, y compris dans la région du Sud-Ouest», selon le communiqué.

Le renforcement de la défense dans la région dite «Sud-Ouest», qui comprend notamment l'île subtropicale d'Okinawa, est l'une des priorités du Japon.

Okinawa, qui abrite la plupart des bases militaires américaines au Japon, constitue un poste avancé clé des Etats-Unis pour surveiller la Chine, le détroit de Taïwan et la péninsule coréenne, les deux pays soulignant son importance stratégique.

Tokyo accroît régulièrement ses dépenses militaires, et le gouvernement de Mme Takaichi a approuvé en décembre un budget record de quelque 49 milliards d'euros pour la défense. M. Hegseth a salué cet effort vendredi, le qualifiant de «réalisme pragmatique», d'«approche pratique» et de «bon sens qui réunit nos intérêts nationaux vitaux», selon le Département de la Guerre américaine, récemment rebaptisé après avoir été le Département de la Défense.

La réunion a été précédée d'une séance d'entraînement matinale dans une salle de sport militaire.

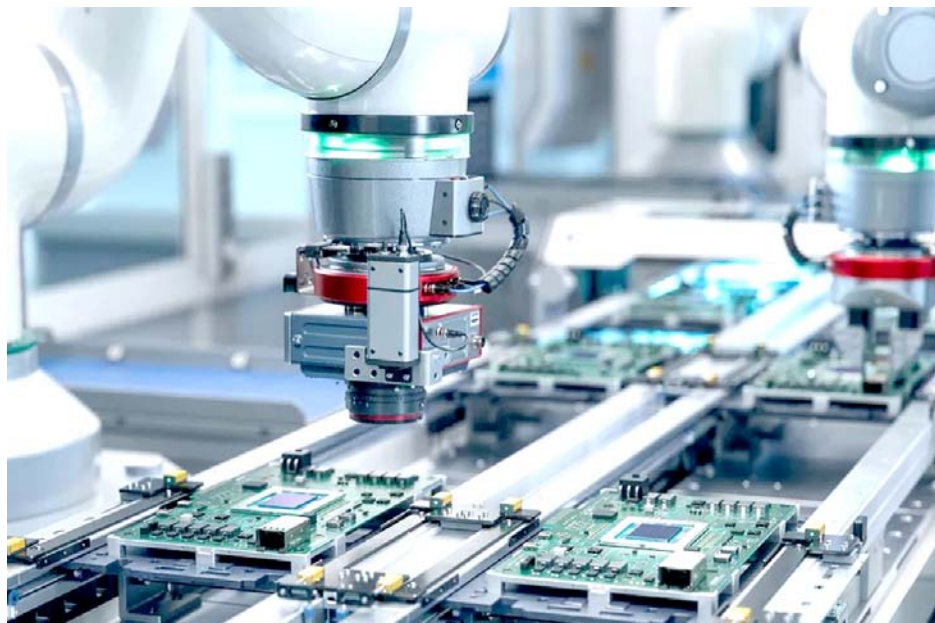
«L'entraînement à l'américaine était très difficile», a écrit M. Koizumi sur X.

«Mais j'ai fait de mon mieux pour en venir à bout, en me répétant: +tout cela est pour le renforcement de l'alliance nippo-américaine+».



## Semi-conducteurs

## Washington décroche des investissements taiwanais massifs



Les Etats-Unis ont conclu un accord majeur avec Taïwan pour que la production de semi-conducteurs soit développée massivement sur le sol américain et réduire ainsi leur dépendance, en échange d'une baisse des droits de douane sur les produits taiwanais. «Nous avons besoin de ces semi-conducteurs pour notre sécurité nationale, qu'ils soient fabriqués aux Etats-Unis», a déclaré jeudi sur CNBC le ministre américain au Commerce, Howard Lutnick, en officialisant l'accord après des mois de négociations.

«Nous ne pouvons pas nous appuyer sur un pays situé à près de 15.000 km pour nous livrer ces produits qui sont essentiels à notre sécurité nationale», a-t-il ajouté, invoquant le besoin des Etats-Unis d'être «autosuffisants».

L'accord, contre lequel la Chine a rapidement protesté, prévoit des investissements

«d'au moins 250 milliards de dollars» aux Etats-Unis par les entreprises taiwanaises de semi-conducteurs, pour y développer la production, entre autres, de puces avancées.

Il inclut aussi 250 milliards de dollars de garantie de crédit pour «renforcer l'écosystème et la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs aux Etats-Unis», a indiqué le ministère du Commerce dans un communiqué.

«Notre objectif est d'amener 40% de la chaîne d'approvisionnement taiwanaise en semi-conducteurs ici, aux Etats-Unis», a déclaré M. Lutnick sur CNBC.

Selon le communiqué, le gouvernement de Taipei doit pour sa part soutenir les investissements américains dans l'industrie taiwanaise des semi-conducteurs, l'intelligence artificielle (IA) ou encore les technologies de défense.

L'île fabrique plus de la moitié des pu-

ces au niveau mondial, et presque la totalité des plus avancées, utilisées aussi bien dans les smartphones que les centres de données nécessaires à l'IA.

Cette domination est considérée comme un «bouclier de silicium» pour la sécurité de l'île, qui la protégerait d'un blocus ou d'une invasion par la Chine communiste et inciterait les Etats-Unis à la défendre.

La Chine a réagi et clamé son opposition «systématique et résolue à tout accord ayant des implications en matière de souveraineté ou un caractère officiel, signé entre des pays avec lesquels elle a des relations diplomatiques et la région chinoise de Taïwan», selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Guo Jiakun.

Le porte-parole chinois a pressé les Etats-Unis de «respecter scrupuleusement le principe d'une seule Chine». La Chine revendique Taïwan comme partie intégrante de son territoire.

## ACCORD «DUREMENT GAGNE»

Le Premier ministre de Taïwan, Cho Jung-tai a, lui, félicité les négociateurs taiwanais saluant un «coup de maître» et un accord «durement gagné». L'accord doit encore être validé par le parlement taiwanais contrôlé par l'opposition. Cheng Li-wun, présidente du parti Kuomintang, en faveur de liens plus étroits avec Pékin, a souligné que les investissements prévus aux Etats-Unis risquaient de «vider» l'économie de l'île. «D'après les prévisions actuelles, Taïwan restera le premier producteur mondial de semi-conducteurs pour l'IA, non seulement pour les entreprises taiwanaises, mais aussi à l'échelle mondiale», a au contraire affirmé le ministre taiwanais des Affaires économiques Kung Ming-hsin.

Taipei et Washington avaient entamé des négociations en avril.

Le président américain avait menacé d'imposer une taxe douanière de 32% sur les exportations taiwanaises, avant de l'abaisser à 20%. L'accord annoncé jeudi réduit finalement ce taux à 15%. Cela aligne les droits de douane américain imposés aux produits taiwanais sur ceux appliqués aux produits européens ou japonais, également encadrés par des accords commerciaux signés ces derniers mois.

Les produits taiwanais concernés par des droits de douane sectoriels, comme les pièces automobiles ou le bois de construction, ne seront pas taxés à plus de 15%.

Les médicaments génériques, leurs principes actifs, les ressources naturelles non disponibles aux Etats-Unis ou les composants aéronautique ne se verront appliquer aucun droit de douane. Le géant taiwanais des semi-conducteurs TSMC, dont le bénéfice net a bondi de 35% au quatrième trimestre 2025, avait déjà promis début 2025 d'investir 100 milliards de dollars supplémentaires aux Etats-Unis.

D'après M. Lutnick, TSMC a acheté du terrain et pourrait accroître sa présence en Arizona du fait de l'accord.

L'entreprise s'est félicitée dans un communiqué saluant «la perspective d'accords commerciaux solides entre les Etats-Unis et Taïwan». «Des relations commerciales renforcées sont essentielles pour faire progresser les technologies du futur et garantir une chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs résiliente». Après avoir flambé de 4,5% à Wall Street, le titre TSMC gagnait encore quelque 3% à Taipei vendredi, où il est aussi coté.

Mercredi, Washington a annoncé qu'il imposerait 25% de droits de douane sur les semi-conducteurs transitant via les Etats-Unis avant d'être réexportés. D'après le ministère américain du Commerce, les fabricants taiwanais qui investiront aux Etats-Unis feront l'objet d'un traitement plus favorable en matière de droits de douane.

## Commerce

## L'UE et le Mercosur paraphent aujourd'hui un accord commercial historique

Les pays latino-américains du Mercosur et l'Union européenne signent au Paraguay un traité créant l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde, après plus de 25 ans de négociations et malgré les inquiétudes du monde agricole.

La Commission européenne négocie cet accord depuis 1999 avec les membres fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). Vendredi à Bruxelles, une majorité d'Etats européens a soutenu le traité, malgré l'opposition de plusieurs pays dont la France.

Ensemble, les deux blocs représentent 30% du PIB mondial et comptent plus de 700 millions de consommateurs.

La signature de l'accord aura lieu à 12H00 heure locale (15H00 GMT) à Asuncion, la capitale du Paraguay, qui exerce la présidence tournante du bloc sud-américain auquel appartient également la Bolivie.

Avant Asuncion, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue à Rio de Janeiro vendredi avec Antonio Costa, le président du Conseil européen, afin d'y rencontrer le président Luiz Inacio Lula da Silva.

Lula a joué un rôle crucial dans l'avancée du traité mais n'a pas réussi à le faire signer en décembre au Brésil, qui exerçait alors la présidence tournante du Mercosur.

Le dirigeant n'assistera pas à la signature de l'accord, a indiqué jeudi à l'AFP une source au sein de la présidence brésilienne.

Cette source explique son absence par le fait qu'il était prévu au départ que cet événement serait au niveau ministériel côté latino-américain, mais que les présidents ont été invités par le Paraguay «à la dernière minute».

Le président du Paraguay, Santiago Peña, et son homologue uruguayen Yamandu Orsi assisteront à la signature. Le président argentin Javier Milei pourrait également être présent.

## «TROISIEME VOIE»

Pour le Brésil, première économie d'Améri-



que latine, ce traité «est essentiel afin de montrer qu'il existe une troisième voie» en plus des Etats-Unis et la Chine, souligne Luciana Ghiotto, docteure en sciences sociales de l'Université de Buenos Aires, interrogée par l'AFP.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a donné un argument supplémentaire aux partisans de l'accord.

Ce traité «est celui qui a pris le plus de temps de négociation au niveau mondial et la précipitation pour le conclure est liée au gouvernement de Donald Trump et à l'application massive de droits de douane» sur les produits importés par les Etats-Unis, relève l'experte.

Les Vingt-Sept aussi y trouvent leur compte. «Pour l'UE, c'est une manière de renforcer son autonomie et sa place en tant qu'acteur important à l'échelle internationale», estime Alejandro Frenkel, politologue à l'Université nationale de San Martin en Argentine.

Ce traité permet en outre au Mercosur de

signaler «une avancée dans un contexte de crise et de fragmentation interne» du bloc sud-américain, selon M. Frenkel.

## PROTESTATIONS

En supprimant une large part des droits de douane, l'accord favorise les exportations européennes de voitures, de machines, de vins et de fromages. Dans le sens inverse, il facilite l'entrée en Europe de bœuf, de volaille, sucre, riz, miel et soja sud-américains, avec des quotas de produits détaxés qui alarment les filières concernées.

Pour ses détracteurs, ce traité va bousculer l'agriculture européenne avec des produits moins chers et pas forcément respectueux des normes de l'UE, faute de contrôles suffisants.

Pour ses partisans, il permettra au contraire de relancer une économie européenne à la peine et de soigner les relations diplomatiques

avec l'Amérique latine. Des milliers d'agriculteurs ont manifesté ces derniers jours en France, en Pologne, en Irlande ou encore en Belgique. Dans l'espoir d'amadouer les agriculteurs, Bruxelles a enchaîné les concessions ces derniers mois, dont des garanties renforcées pour les produits les plus sensibles.

Le gouvernement français, qui s'est opposé à l'accord, a surmonté mercredi deux motions de censure déposées à l'Assemblée nationale par les partis de gauche radicale LFI et d'extrême droite RN. Après la signature, le traité commercial devra encore être ratifié par le Parlement européen. Le scrutin pourrait être serré, même si une majorité semble favorable à l'accord. Dès mercredi prochain, les eurodéputés se prononceront sur une éventuelle saisine de la justice contre cet accord, laquelle permettrait de décaler de plusieurs mois sa ratification mais n'empêcherait pas une éventuelle application provisoire.



## ÉCOLOGIE

## Le chaos climatique comme carburant du nouvel ordre des prédateurs

Par Bernard Kalaora\*

Suite et fin

Dans ce théâtre, les citoyens ne sont plus des observateurs. Ils sont relégués aux gradins, dépendants des projections mises en scène par les acteurs privés du numérique. Le savoir climatique, autrefois bien commun, devient une rente d'expertise. En réponse, les États externalisent la prévision aux GAFAM. Le modèle BlueSpire (Alphabet) promet un délai d'alerte cyclonique de cinq jours. Mais au-delà de 48 h, l'accès devient payant-30 000 dollars l'heure pour les assureurs, gratuit mais flou pour les ONG.

## GOUVERNER PAR LA PÉNURIE CALCULÉE

«La rareté est une décision politique, pas un fait naturel.» - Silvia Federici, 2021. Depuis les années 2020, une nouvelle forme de gouvernance a émergé : le pilotage algorithmique de la pénurie. Ce n'est plus l'abondance qui légitime le pouvoir, mais la capacité à organiser le manque, à le rendre rationnel, désirable, et surtout : monétisable.

En août 2025, le gouvernement israélien déclenche son protocole WaterGate : un rationnement automatisé de l'eau fondé sur un indice de « rentabilité hydrique ». Ce score calcule, heure par heure, combien rapporte chaque litre consommé selon l'usage, le client, le quartier. Résultat : les exploitations agricoles du Néguev, détenues par des fonds comme Desert Foods-BlackRock, obtiennent un quota triple par rapport aux villages bédouins de Galilée. Ce modèle s'exporte. À Haïfa, la start-up Gaia Shield reçoit un soutien du Fonds monétaire international pour diffuser ce système dans les pays touchés par le stress hydrique, du Maroc à l'Inde. Un rapport de The Lancet Planetary Health (2025) note que 12 villes pilotes ont vu leur prix moyen du mètre cube d'eau augmenter de 240 % en 18 mois.

La Californie expérimente HydraGo, une application connectée aux réseaux d'eau domestiques. À chaque variation de température, de demande locale, ou de « sensibilité climatique » individuelle (un algorithme déduit votre comportement environnemental selon vos achats), le tarif horaire change. Lors d'un pic de chaleur, une famille à Fresno (Californie) a vu sa facture tripler en une nuit.

Ce rationnement dynamique est présenté comme vertueux. Il s'inscrit dans les principes du nudge (incitation douce) popularisé par Richard Thaler, mais il fonctionne en réalité comme un levier de sélection sociale : seuls ceux qui peuvent anticiper, payer ou désobéir échappent à la pression. Le modèle général est celui d'un capitalisme « néo-hydraulique » : piloter les flux élémentaires (eau, électricité, air conditionné) non par la distribution égalitaire, mais par des algorithmes d'optimisation. Le climat fournit l'alibi ; la finance dicte le tempo ; l'IA applique les seuils. Laboratoires et zones sacrifiées

La fabrique du futur ne se fait pas en laboratoire blanc, mais sur des territoires sacrifiés, devenus les bancs d'essai du monde qui vient. Tandis que certaines zones concentrent les projets innovants et les capitaux d'expérimentation, d'autres encaissent les coûts cachés : migrations, érosion, désancrage.

Dans le sud de la Louisiane, les paroisses de Plaquemines, Terrebonne et Lafourche sont peu à peu rayées de la carte. Submersions, affaisements, marées noires : les habitants vivent entre marécage et relogement. Pendant ce temps, à quelques kilomètres, le consortium Shell-AWS érige un barrage d'un nouveau genre : une digue autonome pilotée par IA, équipée de capteurs de houle et d'un système énergétique à micro-turbines marines. Elle est testée pour protéger... un port à conteneurs automatisé. Ces digues high-tech ne protègent pas les vivants, mais les flux. Le delta humain est sacrifié pour garantir la circulation des marchandises. Dans une étude du MIT Media Lab, les chercheurs parlent de « climate smart enclosures » : des périmètres technologiques où la météo devient un paramètre comme un autre à optimiser.

## DE TELS EXEMPLES ABONDENT

En Namibie, le projet Solar Belt transforme les terres arides en fermes photovoltaïques géantes dont l'électricité est destinée à l'Allemagne. En Sicile, des dizaines d'hectares de serres verticales à capitaux saoudiens coexistent avec des bidonvilles de saisonniers sans eau. Ces territoires sont les coulisses du théâtre climatique. Les politiques parlent de résilience ; sur le terrain, on fait du leasing climatique à échelle industrielle, une forme contemporaine d'exploitation temporaire et conditionnée d'un territoire soumis à l'instabilité climatique, au bénéfice d'acteurs extérieurs (États, entreprises, fonds d'investissement). Les territoires sont traités comme des objets à louer temporairement et une fois leur valeur extractive épuisée, ces acteurs rompent le contrat et laissent les habitants gérer les ruines, une forme de colonialisme climatique.

Hors du champ médiatique, des zones-tampons encaissent les chocs. En Basse-Louisiane, les paroisses de Plaquemines et Terrebonne abandonnent maisons, écoles et cimetières à la mer. À 300 km de là, le consortium Shell-AWS teste une digue autonome équipée de turbines MARINE-IA capables de convertir la houle en électricité. Les habitants déplacés observent la silhouette du chantier depuis des motels provisoires : laboratoire high-tech contre glaciaire humain.

Dans le delta du Mékong, les rizières brunissent sous l'intrusion saline. Un fonds singapourien, Brackish Foods, introduit alors une crevette OGM tolérante au sel... à condition que la province garantisse une production exclusive pour l'export. Le deal impose une exclusivité d'exportation : le delta devient « monoculture de crustacés à destination du marché nord-américain ».

Le sociologue et historien Jason W. Moore parlerait d'« accumulation par appropriation ». Dans Capitalism in the Web of Life (2015), il montre comment le système cherche en permanence des « cheap natures » — travail sous-payé, territoires colonisés, ressources considérées comme gratuites.

Les stratégies que nous décrivons relèvent de ce processus : transformer la crise climatique en nouvelle nature « bon marché » pour la finance. Les résistances du fragile, elles, réintroduisent des coûts écologiques et sociaux que le capital cherche à externaliser.

## LES RÉSISTANCES DU FRAGILE

« Ce qui persiste n'est pas seulement ce qui est fort, mais ce qui sait s'allier ». Isabelle Stengers, 2020. À rebours du récit héroïque des mégaprojets, une constellation de pratiques minuscules défie la logique du chaos lucratif. Anna Tsing parle d'« arts de vivre dans les ruines » ; Donna Haraway d'un « rester avec le trouble ». Ici, le mot fragile n'indique pas la faiblesse, mais la capacité à composer — comme un lichen, lente symbiose de champignon et d'algue qui recolonise la roche stérile après l'éruption.

• Îlots juridiques  
Mar Menor (Espagne) : depuis l'obtention, en 2024, du statut de sujet de droits, la lagune peut aller en justice en son propre nom. Les promoteurs d'un complexe hôtelier ont été déboutés car « le lagon n'y trouvait pas son intérêt ». L'initiative s'inspire du Whanganui River néo-zélandais et figure déjà dans le protocole de l'European Green Deal for Nature.

Pará (Brésil) : des communautés quilombolas utilisent le mécanisme de « forêt-commune » créé par l'ONG Amazon Watch. Grâce au geoblocking coopératif (blockchain + GPS citoyens), ils opposent une preuve d'occupation collective aux tentatives d'accaparement par l'agrobusiness.

• Infrastructures lentes  
Slow Avalanche (Alpes) cartographie, à l'aide de drones open-source, les cicatrices énergétiques des stations de ski. Leurs données sont versées dans OpenSnowCommons, affichant en temps réel la dette carbone de chaque enneigeur. Résultat : chute de 23 % des subventions régionales aux stations les plus gourmandes en 2025.

Coastal Reefs NL (Pays-Bas) restaure, avec des briques de coquilles recyclées, des récifs d'huîtres plats qui amortissent la houle. Le projet est financé par un « dividende d'érosion inversé » : plus la digue naturelle tient, moins la commune paie de taxe-port.

• Communs numériques  
Weather Mesh (Kenya) : 4 000 petits agriculteurs mutualisent capteurs DIY (Do it yourself) météorologiques ou environnementaux fabriqués de manière communautaire, prévisions GNU (prévisions météo produites par des modèles open source gratuits) et antennes LoRa (une technologie radio basse consommation, conçue pour transmettre des petites quantités de données



sur de longues distances en milieu rural, 10-15km). Ils négocient collectivement leurs micro-crédits, contournant les données payantes de BlueSpire. En cas de sécheresse, l'alerte part du village, non du satellite.

Sovereign Mesh Chiapas (Mexique) : réseau télécom autogéré depuis 2014, passé à l'énergie solaire après l'ouragan Eta (2024). La bande passante est partagée suivant un algorithme de « priorité d'urgence » écrit localement, hors GAFAM.

## GOUVERNER L'INSTABLE, PRÉCIPITER LE MONDE

Le chapiteau global fascine tant que la corde tient. Mais que reste-t-il lorsque les cyber-attaques visent les satellites météo et que l'agro-algorithme plante, faute de pollinisateurs ? Nous voyons poindre un régime de pouvoir opportuniste, fondé non sur la prévision, mais sur l'exploitation méthodique de l'imprévu. L'imprévu devient matière première ; la catastrophe, un flux de trésorerie.

La démocratie s'érode par glissement thermique : trop lente pour rivaliser avec les smart territories ou territoires intelligents, le territoire devenant un produit à monétiser, où les citoyens sont transformés en capteurs mobiles (leurs corps, leurs gestes, leurs trajets, leurs achats, leurs affects sous contrôle). L'optimisation technique remplace la décision collective. On pilote par algorithme, pas par débat. Les entreprises qui gèrent les plateformes détiennent un pouvoir considérable sur l'espace public, souvent hors contrôle démocratique.

Le flot de notifications, de crises et de streaming rend la politique analogique obsolète. Devant le Sénat italien, un ministre présente la plateforme d'allocation hydrique prédictive : l'eau sera gérée par algorithme, en temps réel, selon les logiques d'offre et de demande.

Personne n'a lu le code source. « Confiance », dit le ministre. Les sénateurs applaudissent comme on appuie sur J'accepte les cookies.

À Paris, une startup héberge à Bercy un jumeau numérique de l'économie française. Les scénarios budgétaires sont simulés la nuit, ajustés à l'aube. Les députés se réveillent avec des ordres du jour rédigés par l'IA : il ne reste qu'à voter — ou à liker.

Les citoyens, épuisés de canicules et de notifications cèdent au fétichisme de la solution-clé-en-main. On scrolle un futur verni d'utopies connectées ; on oublie que tout code hérite de la main qui le paye. Les citoyens s'habituent à l'instabilité comme à une seconde météo. Pourtant, un fil fragile demeure : jardins partagés dans les zones inondables, pactes de pluie andins, coopératives de données climatiques au Kenya. Ces résistances élémentaires n'offrent pas d'alternative globale ; elles témoignent qu'on peut refuser la vitesse imposée en utilisant les mêmes armes technologiques, mais à tout autre dessein!

## LUCIOLES SOUS LE CHAPITEAU

Par une nuit de juin, quand le mercure ne descendait plus sous 30 °C au pied des Alpes, un berger vit scintiller des lucioles qu'il croyait disparues. Au même instant, à Singapour, les écrans de cotation clignotaient au rythme des volcano-bonds salvadoriens. Deux lieux dans le noir : l'une, fragile, persiste ; l'autre, vorace, calcule.

Tant qu'une luciole se risquera à voler entre les projecteurs du grand cirque, il restera possible de choisir la nuit douce plutôt que le néon brûlant. Là naît l'obstination vivante : tenir la corde quand tout incite à la couper.

\*Socio-Anthropologue, chercheur à l'Iiac (cnrs, ehess), ancien président de l'association Litocean.



## Une étude géotechnique avant le lancement des travaux Vers la réalisation d'un balcon au front de mer d'Arzew

**Une étude technique du sol a été exigée pour la création d'un balcon donnant sur le front de mer d'Arzew.**

K.Assia

Lors d'une sortie sur site effectuée par le président de l'APC et des cadres de la commune, l'accent a été mis sur l'importance de cette étude géologique pour pouvoir lancer ce projet d'embellissement et surtout de réaménagement de cette partie de la ville. Dans ce registre, il a été procédé à l'installation du bureau d'études de sorte que le dossier a été confié au centre de contrôle technique pour pouvoir déterminer la nature du sol et entamer ainsi la faisabilité de l'opération. Ce balcon longera tout ce front de mer et servira de véritable vitrine qui mettra en exergue toute la beauté de cette ville et de son littoral.

Le front de mer d'Arzew a connu, ces dernières années, une vaste opé-

ration d'aménagement ce qui a permis de redonner un nouveau visage à la place de la ville.

Le projet a été initié dans le cadre des opérations de développement et de modernisation initiées par les autorités locales. L'étude relative à cette opération d'aménagement avait été réalisée il y a plus de quatre ans en collaboration avec un bureau d'études et a été financée sur budget communal.

Elle avait porté sur la réalisation de kiosques, l'installation de bancs, l'aménagement d'espaces verts, en plus de la pose de pavés de qualité, le long de l'artère longeant le front de mer. En effet, la nouvelle stratégie urbaine prévoit de débarrasser le centre-ville des activités polluantes et développe le concept de la détente et des

promenades le long du front de mer. Ce plan d'aménagement a permis, de l'avis de nombreux natifs de la ville, de réconcilier les riverains avec le littoral et renforcer aussi les commodités de loisirs. Ainsi, la création de ce balcon va contribuer nettement à renforcer l'attractivité de cette ville et à promouvoir et de préserver cette baie à la grande joie de nombreux habitants.

Il y a lieu de rappeler que l'APC d'Arzew avait également réalisé l'aménagement et l'élargissement de l'axe routier reliant Arzew à Cap Carbon. Les travaux réceptionnés au courant de l'année 2016, bien avant la saison estivale, ont été lancés sur une distance de 9 km et ont permis de mettre un terme aux désagréments relevés en matière de circulation.

## Bousfer

### 37 foyers seront raccordés à l'électricité et au gaz à Ouadit

K. Assia

37 foyers de Haï 331 logements du village Ouadit dans la commune de Bousfer seront raccordés prochainement à l'électricité et au gaz de ville par la direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia. Le coup d'envoi des travaux de raccordement a été donné mercredi par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène et les cadres du secteur en plus des élus locaux, a indiqué Mme Fellahi Fatima, responsable du département de la communication et de l'information. Dans ce registre, l'opération porte sur la réalisation de 370 mètres de réseaux gaziers et 841 mètres de réseaux électriques en plus de l'installation d'un poste transformateur électrique pour sécuriser toute la zone contre les perturbations et les pannes et garantir son approvisionnement régulier en énergie électrique. Ainsi et selon la responsable de la communication, on saura que les travaux de raccordement au réseau de gaz de ville vont durer 20 jours alors que ceux portant sur le raccordement au réseau électrique seront d'une durée de 35 jours, soit un délai d'un mois pour achever et réceptionner tout le projet et approvisionner ainsi ces foyers en énergie électrique et gazière. Cette opération d'utilité publique s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des habitants et renforce le développement local de cette région. Le mois dernier, 797 familles des villages de Begoug et de Aïn Tessa relevant de la commune de Aïn El Kerma ont été raccordées au réseau de gaz de ville par Sonelgaz Es-Sénia. Quelque 10 km de réseau de gaz de ville ont été installés pour répondre aux besoins des familles.

Ainsi et pour la mise sur pied de ce projet vital, la direction a réussi à cerner toutes les insuffisances et à

trouver des solutions aux problèmes posés notamment après la réalisation des travaux d'assainissement des eaux usées. De même que la couverture en gaz de ville a atteint les 100% dans la commune de Aïn El Kerma et les villages avoisinants et ce après les opérations de raccordement effectuées l'an dernier. Dans ce contexte et grâce à ce projet, on apprend que la longueur du réseau gazier au niveau de la wilaya d'Oran a atteint les 3.174 km et le nombre des abonnés est de 392.268 selon un bilan communiqué à l'occasion. Il y a lieu de rappeler que 204 foyers ont été raccordés, en juillet dernier, au réseau de gaz de ville dans la localité de Kristel relevant de la daïra de Gdyl par la direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia. Cette opération a permis la pose de 7 km de réseau de gaz de ville, un apport considérable pour améliorer le quotidien des riverains et répondre ainsi à leurs besoins.

En mai dernier, un nouveau centre de transformation de l'énergie électrique a été mis en service dans la commune de Misserghine par la direction de Sonelgaz Es-Sénia. Ce projet visant à améliorer la qualité et à la stabilité du courant électrique dans cette zone a été effectif après que tous les travaux de réalisation notamment techniques aient été achevés.

L'opération permet également selon la responsable de l'information le raccordement de projets futurs notamment dans le secteur de l'habitat, de l'industrie ou dans le domaine agricole. A vrai dire, cette acquisition souligne la politique initiée par Sonelgaz à accompagner les différents projets lancés par les pouvoirs publics et aussi le développement économique et l'expansion démographique que connaissent ces nouvelles zones.

## Hôpital Medjbeur Tami d'Aïn El Turck Le projet du service des UMC affiche un taux d'avancement de 28%

J.Boukraa

Le projet de réalisation du service des urgences médicales et chirurgicales au sein de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Moudjahid Dr Medjbeur Tami, situé dans la commune d'Aïn El Turck, enregistre actuellement un taux d'avancement de 28%, depuis son lancement officiel en décembre 2024. Dans le cadre du suivi de ce projet structurant pour le secteur de la santé, le wali de la wilaya d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a effectué une visite d'inspection sur le site afin d'évaluer l'état d'exécution des travaux et de s'assurer du respect des engagements contractuels. A cette occasion, il a pris connaissance d'un exposé détaillé présenté par le bureau d'études chargé du suivi, portant sur les différentes phases de réalisation, les moyens mobilisés ainsi que les contraintes techniques rencontrées.

Lors de cette visite, le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, rappelant que le délai restant pour l'achèvement du projet est estimé à onze (11) mois. Il a donné des instructions fermes aux entreprises chargées de la réalisation afin de respecter scrupuleusement les délais fixés et de garantir la qualité des travaux, tout en veillant au res-



pect des normes en vigueur dans le domaine des infrastructures hospitalières. M. Ibrahim Ouchène a souligné l'importance stratégique de ce projet, qui constitue une réelle valeur ajoutée pour l'EPH Moudjahid Dr Medjbeur Tami et pour l'ensemble de la région d'Aïn El Turck. Ce nouveau service permettra de renforcer significativement les capacités de prise en charge des urgences médicales et chirurgicales, de réduire la pression sur les structures existantes et d'améliorer les conditions d'accueil et de soins des patients.

En marge de l'inspection du chantier, le wali de la wilaya d'Oran a également effectué une tournée au

sein des différents services de l'établissement hospitalier afin de s'enquérir des conditions de prise en charge des malades et d'évaluer le niveau des prestations médicales et administratives offertes aux citoyens. Il a, à cette occasion, rappelé l'importance d'un service public de santé performant, fondé sur la disponibilité, la qualité des soins et le respect du patient. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets de développement du secteur de la santé et de la volonté des autorités locales d'améliorer durablement les infrastructures hospitalières et la qualité des services médicaux au profit des citoyens.

## Centre des conventions «Mohamed Benahmed» Le Salon international de l'agriculture du 21 au 24 janvier

La huitième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro Expo 2026) se tiendra au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran du 21 au 24 janvier courant, a-t-on appris, jeudi, auprès des organisateurs.

Cette manifestation, placée sous le patronage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, devra enregistrer la participation de 50 exposants provenant de toutes les régions du pays ainsi que d'Allemagne et de Turquie, a indiqué à l'APS le coordinateur général de l'événement, Omar Bedkane. Cette édition, organisée par l'agence événementielle «Exposium», réunira des opérateurs économiques de la chaîne d'activités agricoles, aussi bien végétales qu'animales, dans les domaines de la production de semences,

de la transformation, de l'irrigation agricole, de la mécanisation agricole, des aliments pour bétail, des médicaments vétérinaires, de l'aviculture, ainsi que des établissements spécialisés dans le financement, selon la même source.

Ce rendez-vous économique constituera une plateforme d'échange d'expertises entre les participants, de présentation des dernières innovations et de concrétisation de partenariats stratégiques entre investisseurs du secteur agricole, a-t-on souligné.

A cette occasion, des conférences seront organisées autour de thématiques liées au secteur, notamment «l'investissement agricole» et «la filière de l'aviculture», en plus de la présentation d'exposés par le groupe Asnidal, ont fait savoir les organisateurs.

## Vol avec violence Une femme à la tête d'un réseau de malfaiteurs arrêtée

Une femme âgée d'une quarantaine d'années a été arrêtée par les services de la 13<sup>ème</sup> sûreté urbaine pour création d'une bande de malfaiteurs et vol avec violence. L'enquête diligentée a révélé que la mise en cause était à la tête d'un réseau impliqué dans des affaires de vol sous la menace d'armes blanches.

C'est à la suite de l'exploitation d'une vidéo circulant sur les réseaux sociaux que les enquêteurs ont réussi à identifier les auteurs et à localiser leur emplacement. Ainsi et une fois toutes les procédures judiciaires ficelées auprès du procureur de la République près le tribunal d'Oran, une descente a été effectuée et a donné lieu à l'arrestation de la mise en cause ainsi que la saisie de cinq armes blanches en plus d'un chien que la bande utilisait pour terroriser ses victimes. Elle a été présentée au tribunal et placée sous mandat de dépôt. **K.A.**

## Olympiades algériennes de mathématiques Plus de 10.000 élèves d'Oran prennent part aux qualifications

J.Boukraa

Plus de 10.000 élèves issus des établissements scolaires de la wilaya d'Oran sont attendus aujourd'hui samedi pour prendre part au premier tour qualificatif de la troisième édition des Olympiades algériennes de mathématiques, un rendez-vous scientifique majeur visant à détecter et valoriser l'excellence scolaire. La compétition concernera les élèves du cycle moyen ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 18/20 en mathématiques, ainsi que les élèves du cycle secondaire ayant obtenu une moyenne d'au moins 17/20 durant le premier trimestre de l'année scolaire en cours. Les candidats seront répartis sur 27 centres d'examen pour le cycle moyen et deux (02) centres pour le cycle secondaire.

En prévision de cette échéance, le directeur de l'éducation de la wilaya d'Oran, M. Oubelaïd Abdelkader, a présidé, jeudi, une réunion de coordination consacrée aux derniers préparatifs de cette compétition nationale. La rencontre s'est déroulée en présence des chefs de bureaux de la direction, des inspecteurs, ainsi que

des responsables des centres retenus pour l'organisation du premier tour éliminatoire. Dans son allocution d'ouverture, le directeur de l'éducation a souligné l'importance stratégique de ces olympiades, qui constituent un véritable vivier pour révéler les jeunes talents algériens en mathématiques, rappelant les résultats honorables obtenus par les élèves algériens lors des précédentes participations aux olympiades internationales. Les discussions ont ensuite porté sur l'ensemble des dispositions organisationnelles et logistiques mises en place afin d'assurer le bon déroulement de la compétition dans des conditions optimales. Les chefs des centres d'examen ont, à leur tour, présenté leurs observations et soulevé diverses questions, témoignant d'un engagement collectif en faveur de la réussite de cet événement éducatif. Cette manifestation scientifique s'inscrit dans la dynamique nationale de promotion de l'excellence et de stimulation de l'esprit de compétition intellectuelle chez les élèves, tout en contribuant à l'émergence d'une élite scolaire capable de représenter dignement l'Algérie à l'échelle internationale.

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 rajab 1447				
El Fedjr 06h43	Dohr 13h13	Assar 15h56	Maghreb 18h19	Icha 19h40





## Tindouf

**Ligne ferroviaire du Sud-Ouest : deuxième phase des essais**

*La ville de Tindouf a vu, jeudi, l'arrivée d'un train de transport de passagers en provenance de Béchar, dans le cadre de la deuxième phase des essais, une étape qui confirme la préparation de la nouvelle ligne ferroviaire minière s'étendant sur 950 km, qui permettra de transporter le minerai de fer de la mine de Gara Djebilet dans la même wilaya, ainsi que des voyageurs, selon les responsables du projet.*



Les essais de circulation du train de passagers se sont déroulés sur deux jours et ont été couronnés de succès. Lors du premier jour, la distance entre Béchar et Hassi Khebi (wilaya de Tindouf) a été parcourue en passant par différentes stations, tandis que le deuxième jour a vu l'effectuation du trajet entre Aïn El Assel dans la même wilaya et la ville de Tindouf, a souligné l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), maître de l'ouvrage.

La réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire minière Béchar-Béni Abbès-Tindouf-Gara Djebilet est le fruit des efforts conjoints des

autorités publiques, ainsi que de diverses entreprises nationales qui ont supervisé sa réalisation avec le partenaire chinois, en collaboration avec des bureaux d'études et les travailleurs qui ont œuvré à livrer le projet dans des délais records et avec une qualité d'exécution élevée, selon la même source. Le directeur général de la Société nationale de transport ferroviaire, Adj Bouaouni, a déclaré à la presse que la société a pris toutes les dispositions nécessaires pour exploiter cette ligne, notamment en ce qui concerne la ressource humaine, où des opérations de recrutement et de formation ont été lancées dans les wilayas de Béchar, Béni Abbès et

Tindouf, avec la création de 554 postes de travail en première phase, ce nombre devant progressivement augmenter pour atteindre 3.484 postes.

Ce responsable a ajouté qu'un programme spécial a été mis en place pour l'exploitation de la ligne dans le transport de marchandises, notamment le minerai de fer, en coordination avec les différents intervenants, ainsi qu'un programme de transport de voyageurs comprenant la gestion de deux trains quotidiens, l'un de Tindouf à Béchar et l'autre de Béchar à Tindouf, avec un lien entre eux via la ligne Béchar-Oran, ensuite avec le réseau national des chemins de fer.

## Mostaganem

**Une Académie nationale de formation dans le dessalement ?**

Les autorités de la wilaya de Mostaganem ont proposé l'affectation d'un terrain pour la réalisation d'une Académie nationale spécialisée dans les domaines de l'eau et du dessalement de l'eau de mer, ont indiqué, jeudi, les services de cette collectivité locale.

La même source a précisé que cette proposition a été formulée lors d'une réunion de coordination tenue, jeudi, consacrée à l'état d'avancement du projet de dessalement de l'eau de mer de Sidi-Ladjel (commune de Khadra), en présence du Président-directeur général de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE), Lahcen Bada, et du Président-directeur général de la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), Tarek Nouizi.

Dans ce cadre, il a été proposé de réserver une assiette appropriée pour la concrétisation de ce projet, considéré comme le premier du genre à l'échelle nationale et continentale, dans l'objectif d'assurer la formation des cadres, de développer la recherche et de

fournir une formation spécialisée dans ce secteur stratégique, a souligné la même source.

Lors de la réunion, les autorités de la wilaya ont réaffirmé leur engagement à garantir le bon déroulement du projet de réalisation de l'usine de dessalement de l'eau de mer, ainsi qu'à mettre à disposition les terrains nécessaires pour l'implantation des installations permanentes et temporaires relevant du groupe Sonatrach, tout en levant les différentes contraintes et obstacles susceptibles d'entraver le rythme de réalisation.

La mission de réalisation du projet a été confiée à la Société algérienne de réalisation de projets industriels (filiale de Sonatrach), avec une livraison partielle prévue dans un délai de 22 mois, pour une capacité de production initiale estimée à 150.000 mètres cubes par jour, a-t-on fait savoir de même source.

Le Directeur général de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau, Lahcen Bada, a affirmé, lors de cette réunion, la mobilisation de l'ensemble des moyens

humains et matériels, ainsi que l'adoption du travail en régime de rotation continue (3x8) afin de respecter les délais fixés pour la réalisation du projet. A l'issue de la réunion, il a été convenu d'organiser une visite de terrain regroupant l'ensemble des intervenants et des services techniques afin d'identifier et de sélectionner les terrains les plus appropriés pour l'implantation du siège de l'établissement et de la base de vie du projet, garantissant ainsi le lancement effectif et fluide des travaux de réalisation, a précisé la même source.

Le projet, dont la capacité globale de production est estimée à 300.000 mètres cubes par jour sur une superficie de 12 hectares, repose sur l'utilisation d'une technologie moderne, à savoir l'osmose inverse pour le dessalement de l'eau de mer.

Dès son entrée en exploitation, l'usine permettra d'assurer l'approvisionnement en eau potable d'environ trois millions de citoyens répartis sur quatre wilayas de l'Ouest du pays, a-t-on souligné.

## Tiaret

**Aménagement urbain des principales artères de la ville**

Les travaux d'aménagement urbain des principales artères du chef-lieu de la wilaya de Tiaret ont été lancés, récemment, sous la supervision de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUC), a indiqué, jeudi, le directeur du secteur, Omar Medjeber.

M. Medjeber a indiqué que ces travaux, s'étendant sur une longueur d'un kilomètre, comprennent la rénovation des trottoirs et le remplacement du carrelage, ainsi que la réhabilitation des routes et la généralisation de l'éclairage public à l'aide de lampes économiques de type LED. Le projet prévoit également la réalisation d'arrêts réservés

aux bus. Selon le même responsable, le chantier débute au niveau du rond-point "Regina", en passant par l'Avenue Bouabdelli Bouabdallah et les rues adjacentes, pour atteindre le siège de la direction de l'Environnement à l'entrée est de la ville.

Cette opération contribuera à améliorer l'aspect esthétique du centre-ville, qui connaît une activité commerciale et une circulation intense tout au long de la journée.

Le même responsable a ajouté que les travaux de ce projet, dont la mise en service est prévue dans un délai de deux mois, ont bénéficié d'une enveloppe financière estimée à 43 millions de dinars.

## Tlemcen

**La caravane littéraire et artistique algéro-italienne fait escale**

La caravane littéraire et artistique algéro-italienne "Poètes des deux rives" a fait escale, jeudi en soirée, au Palais de la Culture "Abdelkrim Dali" de Tlemcen, a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette caravane, organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel, en collaboration avec l'Institut culturel italien à Alger, comprend une série d'activités visant à faire connaître le patrimoine culturel algérien et italien, a précisé à l'APS le chef du département du livre de la même agence, M. Nourredine Addad.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle a été marquée par une conférence scientifique intitulée "Le mot comme passage entre l'Algérie et l'Italie", animée par l'écrivaine et traductrice Amel Bouchareb, ainsi que par des lectures poétiques algériennes et italiennes portant sur des thématiques liées aux va-

leurs humaines. Ces lectures ont été présentées par des poètes dont les œuvres ont été traduites en arabe et en italien, à l'instar de Lamis Saïdi, Khaled Bensalah, Emilio Negro et Flaminia Crociani, selon la même source.

Un spectacle artistique et musical puisé du patrimoine algérien et italien a également été présenté à cette occasion.

M. Addad a indiqué que cette manifestation vise à promouvoir la culture algérienne auprès des invités italiens, à découvrir les cultures de pays étrangers et à mettre en valeur les points communs entre l'Algérie et l'Italie, notamment dans le domaine de la traduction des œuvres littéraires, du cinéma et d'autres secteurs.

Il est prévu que cette caravane littéraire et artistique fasse escale à la bibliothèque principale "Mohamed Kebbat" de Sidi Bel-Abbès, ce samedi, puis à Dar Abdelatif à Alger le 20 janvier courant, a-t-il conclu.

## Saïda

**19 nouveaux établissements scolaires livrés avant fin juin**

Dix-neuf nouveaux établissements scolaires actuellement en cours de réalisation dans la wilaya de Saïda seront réceptionnés à la moitié de l'année en cours, en prévision de leur mise en exploitation lors de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, a indiqué, jeudi, le wali, Amoumen Marmouri.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection de plusieurs projets éducatifs en cours dans la commune de Saïda, le wali a souligné que ces infrastructures, réalisées sous la supervision de la direction des équipements publics, comprennent 8 écoles primaires, 7 CEM et 4 lycées.

Selon le même responsable, ces nouvelles structures contribueront au renforcement du secteur de l'éducation dans la wilaya et à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves. Il a souligné que l'ensemble de ces établissements sera doté des équipements et du matériel pédagogique nécessaires par la direction de l'Éducation, afin d'assurer le bon déroulement de l'acte éducatif.

Lors de sa visite de plusieurs chantiers éducatifs au chef-lieu de la wilaya, notamment dans les quartiers Essalam 2, 11 Décembre, 973 logements et Sersour, le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation, de respecter les délais fixés dans le cahier des charges, de renforcer les chantiers en main-d'œuvre et de se conformer aux normes de qualité.

Pour rappel, le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda a été renforcé, au cours de l'actuelle année scolaire (2025-2026), par 15 nouveaux établissements scolaires, répartis entre 10 écoles primaires, 4 CEM et un lycée.

Le secteur a également enregistré, durant l'année écoulée, l'entrée en service de 30 projets éducatifs, comprenant deux lycées, une annexe du secondaire, trois CEM, un groupe scolaire, ainsi que 18 classes d'extension et cinq cantines scolaires.

Actuellement, le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda compte 224 écoles primaires, 72 CEM et 33 lycées.



Blida

Le centre anti-cancer renforcé

Un nouvel accélérateur linéaire doté des technologies les plus récentes est entré en service, jeudi, au Centre anti-cancer (CAC) de Blida, pour renforcer la prise en charge des patients, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé.

Le directeur du centre, Hicham Nadjji Mabrouk, a expliqué à l'APS que, dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des patients qui se rendent dans ce centre accueillant des cas provenant de différentes régions du pays, un nouvel accélérateur linéaire équipé des dernières technologies a été mis en service jeudi dans le service de radiothérapie.

L'installation de cet équipement, qui a nécessité des procédures administratives, juridiques et techniques, a été accompagnée d'une formation spécialisée de haut niveau au profit du personnel médical, des physiciens et des manipulateurs, a ajouté M. Mabrouk.

Il a ajouté que cet accélérateur, le 2e du genre à l'échelle nationale après celui de l'établissement hospitalier anti-cancer d'Oran, permettra de traiter tous les types de cancers, contrairement aux anciens appareils qui ne traitaient que les tumeurs superficielles, avec une capacité de prise en charge pouvant atteindre 100 patients/jour. Grâce à cette nouvelle mise en service,

la capacité quotidienne du service de radiothérapie, déjà équipé de deux (2) autres accélérateurs, sera portée à 200 patients, "dans l'attente de l'acquisition d'un 4e accélérateur de dernière génération prévue avant la fin de l'année", selon la même source. A noter que le CAC de Blida a bénéficié, à la fin de l'année écoulée, de la mise en service d'un scanner dédié à la planification, en plus de la remise en activité d'un autre scanner qui était en panne, ce qui a contribué à réduire les déplacements des patients vers d'autres établissements hospitaliers du pays, comme ceux de Tizi-Ouzou, Béchar et Ouargla.

Tizi-Ouzou

D'importants moyens mobilisés pour le chantier du nouveau CHU

Les travaux de réalisation du nouveau CHU de 500 lits de la wilaya de Tizi-Ouzou implanté au pôle d'excellence de Oued Fali, enregistrent une cadence des travaux "satisfaisante" ayant franchi les 50% de taux d'avancement, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Lancés officiellement par la pose de la première pierre par le président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, le 10 juillet 2024, le chantier de cette infrastructure d'envergure a connu une accélération notable suite à la mobilisation d'importants moyens humains et matériels par l'entreprise réalisatrice, a-t-on indiqué de même

source. Selon les données fournies récemment par la direction locale de la santé et de la population (DSP), le projet, doté d'une autorisation d'engagement (AE) de 26,3 milliards de DA, est confié au groupe public Cosider pour un délai de 33 mois. Il sera réalisé sur une superficie de 18,5 ha avec possibilité d'extension.

Ce futur pôle médical est conçu pour assurer des soins hautement spécialisés et des services de médecine innovante. Il est destiné à couvrir un bassin de population dépassant celui de la wilaya de Tizi-Ouzou pour répondre aux besoins en soins d'environ 4 millions d'habitants des

régions limitrophes, a précisé la DSP.

Outre les structures de soins, le complexe comprendra des laboratoires de recherche et un bloc pédagogique dédié à la formation universitaire ainsi qu'un espace de vie destiné au personnel soignant de l'établissement, selon la même source.

Le CHU de 500 lits comprendra aussi des accélérateurs linéaires de particules pour la prise en charge des pathologies cancéreuses et un service d'oncologie médicale dans ses différentes spécialités, pour soutenir le Centre de lutte contre le cancer de Draa Ben Khedda, a-t-on noté à la DSP.

Boumerdès

Neuf marchés de proximité seront ouverts pour le Ramadhan

La Direction du commerce de la wilaya de Boumerdès prévoit l'ouverture de neuf (9) marchés commerciaux de proximité à l'occasion du mois de Ramadhan prochain, a-t-on appris jeudi auprès de cette structure.

Cette initiative vise à rapprocher les produits du citoyen, garantir l'abondance et assurer une bonne commercialisation des denrées alimentaires de large consommation à des prix accessibles, a indiqué à l'APS, le directeur

du commerce et de la promotion des exportations, Ahmed Goumiri, en marge de la réunion du conseil exécutif de la wilaya consacrée aux préparatifs du mois sacré.

Ces marchés seront renforcés par un espace commercial relevant d'un opérateur privé, de portée locale, sis à proximité du siège de la wilaya, et dédié notamment à la vente de viandes blanches et rouges, de fruits et légumes, a-t-il

ajouté. "Ces espaces commerciaux, mis en place à l'occasion du mois de Ramadhan, ont prouvé leur efficacité ces dernières années", a-t-il souligné, en outre.

Le même responsable prévoit une "abondance" dans l'offre de l'ensemble des produits de large consommation, dont les légumes et les fruits, durant le mois sacré, avec un flux quotidien important, notamment au niveau du marché de gros de Khemis El-Khechna, constituant l'un des marchés les plus importants du centre du pays.

La disponibilité du lait et de l'huile de table sera également assurée, a-t-il souligné. A noter qu'une commission de wilaya multisectorielle a récemment été installée en vue d'assurer le suivi des actions de solidarité et la garantie de la disponibilité des produits de base durant le mois sacré.

Bouira  
Sept blessés dans un carambolage

Farid Haddouche

Les éléments de la protection civile sont intervenus, hier vendredi dans la matinée, à la suite à un accident de la circulation survenu sur l'autoroute en direction d'Alger, en face de la commune de Djebahia.

Selon la protection civile, il s'agit d'un carambolage impliquant quatre véhicules. Sept personnes ont été blessées. Elles ont été prises en charge avant d'être évacuées à l'hôpital de Lakhdaria.

Guelma

13,5 ha de foncier industriel bientôt récupérés

Les procédures seront pour suivies en 2026 à Guelma pour la récupération de 15 lots de terrains du foncier industriel après le non-respect des bénéficiaires des engagements de concrétiser leurs projets d'investissement, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de l'industrie.

Dans une déclaration à l'APS, Sami Benaboud a précisé que ce nombre important de terrains du foncier industriel à récupérer totalise une superficie de 13,5

hectares répartis sur plusieurs zones de la wilaya.

Au cours de l'année passée 2025, pas moins de 38 lots industriels d'une superficie totale de 33,84 hectares ont été récupérés sur plusieurs zones des activités de la wilaya, a indiqué le même responsable.

Vingt-cinq (25) lots parmi ce nombre, d'une superficie de 16,84 hectares, ont été récupérés par voie judiciaire et 13 autres d'une superficie de 17 hectares à l'amiable, a précisé M. Benaboud.

Constantine

Projets de 12 nouveaux établissements scolaires

La wilaya de Constantine a bénéficié au titre de l'exercice 2026, d'un important programme de réalisation de 12 nouveaux établissements scolaires, répartis sur plusieurs communes et couvrant les trois paliers d'enseignement, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de projets de réalisation de 5 nouvelles écoles primaires, au profit des communes de Hamma Bouziane, de Zighoud Youcef, d'Ouled Rahmoune, de Didouche Mourad et de Benbadis, a précisé la cellule de communication de la wilaya qui a mis l'accent sur l'importance de ces projets dans l'amélioration des conditions de scolarisation dans les zones ciblées.

S'agissant de l'enseignement moyen, le même programme comprend 4 nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les communes d'Ain Abid, de Messaoud Boudjeriou, d'Ouled Rahmoune et de Hamma Bouziane, en plus d'une opération d'extension

du CEM Omar Benhabsa, dans la commune d'El Khroub, afin d'augmenter sa capacité d'accueil et de répondre à la demande croissante dans cette commune, a souligné la même source.

Le cycle secondaire a bénéficié dans ce cadre d'un projet de réalisation de 3 nouveaux lycées, dans la commune d'Ain Abid et à la circonscription administrative Ali Mendjeli, considérée comme l'un des principaux pôles urbains de la wilaya, a ajouté la même source. Par ailleurs, le lycée Khalfa Ali, situé à l'UV 13 de la ville Ali Mendjeli, bénéficiera de la réalisation de six classes d'extension, une mesure destinée à réduire la surcharge des classes, a-t-on indiqué. Ce programme traduit les efforts consentis par les pouvoirs publics pour adapter la carte scolaire aux besoins réels de la population, consolider les conditions de scolarisation et accompagner l'expansion urbaine que connaît la wilaya de Constantine, a-t-on indiqué.

Tébessa

3,5 milliards de dinars pour l'Hydraulique

Le secteur de l'hydraulique a bénéficié, dans la wilaya de Tébessa, d'une enveloppe financière de 3,5 milliards de dinars, au titre de l'exercice 2026, afin de réaliser plusieurs projets, a déclaré, jeudi, la directrice du secteur, Sonia Rehahlia. La responsable a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'un montant de 2,7 milliards de dinars a été alloué à la réalisation d'un périmètre agricole à irriguer par les eaux traitées de la station d'épuration d'Ain Zerrouk, située au chef-lieu de wilaya sur une superficie supplémentaire de 3.000 hectares dans les communes de Tébessa, Boulhaf-Dir et El Hammamet.

Un projet qui permettra, selon Mme Rehahlia, de "revitaliser la production agricole dans ces trois communes par une extension conséquente des surfaces irriguées".

Un montant de 500 millions de dinars a également été alloué à la réalisation, dans 10

communes, de plusieurs réservoirs d'eau et à leur raccordement au réseau électrique, tandis qu'un budget de 300 millions de dinars financera la réhabilitation et le renouvellement de stations de pompage dans plusieurs communes, selon la même source.

La directrice de wilaya de l'Hydraulique a conclu en faisant savoir qu'une délégation de responsables centraux du ministère de l'Hydraulique se trouve depuis mercredi dans la wilaya de Tébessa pour "évaluer la situation du secteur, en particulier dans les communes souffrant d'un manque d'eau", "identifier les éventuelles lacunes qui seront prises en charge par le biais de projets de transferts entre les wilayas", en plus de "la mise en place des plans d'action pour éliminer les +points noirs+, réparer les fuites d'eau affectant les réseaux et mettre fin aux branchements illicites qui causent des pertes importantes".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 rajab 1447				
El Fedjr 06h29	Dohr 12h58	Assar 15h38	Maghreb 18h01	Icha 19h23



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

28 rajab 1447				
El Fedjr 06h15	Dohr 12h44	Assar 15h25	Maghreb 17h48	Icha 19h10





## Dans un lycée français Les téléphones dans des mallettes pour mieux se concentrer

«Au début, c'était compliqué, parce que je suis +addict+ à mon téléphone», admet Lina, une adolescente française de 18 ans.



Dans son lycée de région parisienne, les portables sont déposés dans une mallette pendant les cours et «ça m'a aidé à me concentrer», reconnaît l'élève de terminale. «Mes notes ont augmenté», poursuit la lycéenne aux cheveux retenus par un bandeau, qui prépare un bac professionnel au lycée de Montsoult (région parisienne). «Avant, (mes notes tournaient) autour de 8, 9, 10 (sur 20, ndlr). Maintenant, je suis plus autour des 14" de moyenne.

Dans cet établissement qui accueille 600 élèves, souvent en difficulté voire en décrochage scolaire et socialement défavorisés, l'interdiction du téléphone en cours, inscrite dans le règlement intérieur comme dans les 3.700 lycées publics et privés en France, peinait à être respectée. L'équipe pédagogique a décidé l'an dernier de faire déposer le portable dans une boîte en classe, une expérimentation pérennisée cette année grâce à une subvention dans le cadre d'un dispositif «Zéro portable en cours». Il a permis de financer des mallettes pour chaque salle de classe. Les élèves peuvent récupérer leur téléphone après les cours et l'utiliser dans le reste de l'établissement, une règle tacite sur laquelle le président français Emmanuel Macron souhaite revenir. «J'ai géré beaucoup moins d'incidents de portables» et «ça a été accepté dans l'ensemble, à partir du moment où la règle a été collective», constate la cheffe d'établissement, Françoise Rossi.

### «CLIMAT APAISÉ»

14H15: début du cours d'espagnol, 24 élèves de terminale entrent dans la classe et s'installent.

Leur professeure passe entre les tables avec une mallette souple noire, qui comporte un emplacement numéroté par élève pour ranger son téléphone. Chacun y glisse le sien, le cours commence. L'enseignante, Christine Antunes, distribue des dictionnaires papier aux élèves, dont l'utilisation est peu familière à certains, «à force d'utiliser le téléphone portable notamment», glisse-t-elle.

Pour elle, la collecte des portables a «apaisé le climat scolaire» car «beaucoup d'alter-

cations étaient dues à l'utilisation des téléphones». «C'était des élèves qui essayaient de tricher» ou «qui ont filmé parfois ce qui se passait en classe». «Il y avait toujours la petite main qui était dans le sac pour essayer de regarder un contenu, de taper un message...».

Aujourd'hui, «on voit que les élèves sont beaucoup plus concentrés», observe-t-elle. Un constat partagé par Lina et ses camarades. «Il n'est plus dans ma poche, déjà. Je n'ai plus cette habitude de penser à mon téléphone», explique Wiâm, 18 ans, qui reconnaît passer «beaucoup d'heures» sur TikTok, Snapchat, Instagram ou Youtube.

### 12 HEURES PAR JOUR

Lina avoue aussi être «tout le temps sur son téléphone» sauf en cours, et passer «11 heures facile» voire 12 par jour sur son écran, surtout sur les réseaux sociaux. Maintenant, en cours, «elle est plus concentrée sur le tableau» que sur l'appareil.

A côté d'elle, Nisa, 18 ans, adepte de TikTok et Snapchat, trouve «difficile de laisser» son téléphone, sur lequel elle est constamment «quand elle ne dort pas». Mais depuis elle a appris à «gérer», explique la jeune fille aux yeux maquillés de noir. Quant à une interdiction généralisée du téléphone au lycée, «ce serait très compliqué», estime Wiâm. Lina, elle, pense que «les gens ne vont pas le respecter du tout».

Mme Rossi est aussi dubitative. «Ca demande une autre gestion si on veut l'interdire sur l'ensemble de l'établissement», estime-t-elle. «Il faut gérer les flux d'entrée et de sortie des élèves», et «est-ce que, dans ce cas-là, il ne faut pas basculer sur des casiers nominatifs d'élèves?», se demande-t-elle. Mais «600 casiers d'élèves, je ne sais même pas comment je l'organise dans l'espace...». Christine Antunes craint, elle, que cela renforce l'absentéisme, déjà élevé dans ce lycée. L'important est de «continuer le travail d'éducation et de prévention», car «le problème, c'est que quand ils rentrent chez eux, ils reprennent leurs habitudes», souligne-t-elle.

## Nigeria Le plus grand bidonville d'Afrique sacrifié sur l'autel de la modernisation urbaine

Sur la rive du bidonville flottant de Makoko bordant la lagune de Lagos, des habitants dépités entassent leurs maigres biens sur des pirogues pour quitter l'endroit en cours de destruction où quelques pilotes émergent encore des eaux polluées.

La démolition d'une partie de ce bidonville bâti sur l'eau, le plus grand de ce type en Afrique, est la dernière opération en date des autorités de Lagos visant à détruire les quartiers insalubres pour y lancer d'ambitieux projets immobiliers.

Sous protection policière, des pelleteuses y rasant habitations, écoles et lieux de culte depuis la veille de Noël, laissant derrière leur passage des amas de débris de planches en bois et de tôle. En trois semaines, plus de 1.000 bâtiments informels ont été démolis et trois personnes, dont deux nourrissons, ont trouvé la mort suite à des tirs de gaz lacrymogènes par la police, selon des habitants et des ONG.

### COMME «DES ANIMAUX»

Selon l'ONG Justice and Empowerment Initiative (JEI), «plus de 30.000 personnes ont été déplacées» par les démolitions. Pour les habitants, qui affirment n'avoir reçu ni préavis ni solution de logement, c'est le choc. «Ils nous ont traités comme si nous étions moins que des animaux», lance Alex Wusa, enseignant de 25 ans, à bord d'une pirogue à Makoko. «Ma maison, mon magasin et même l'école où j'enseigne ont été démolis». Construit sur pilotis il y a plus d'un siècle, le bidonville dépourvu de services publics et d'infrastructures de base, abritait des ménages à faibles revenus, vivant de la pêche et d'activités informelles.

Sa population est difficile à estimer, les chiffres allant de 80.000 habitants, selon l'ONG JEI, à plus de 300.000, selon des responsables locaux. Makoko est l'un des symboles des inégalités sociales au Nigeria, un pays riche en pétrole et gaz, où la fortune de quelques-uns coexiste avec l'extrême pauvreté de nombreux habitants. Selon la Banque mondiale, plus de 60% des Nigériens vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

La communauté a déjà connu des démolitions similaires en 2005 et 2012, au cours desquelles des centaines de maisons en bois ont été détruites et un chef communautaire tué.

### DES PIROGUES COMME UNIQUE REFUGE

Pour de nombreux habitants, Makoko est le seul lieu d'habitation qu'ils aient jamais connu à Lagos.

Sur place, des familles ont trouvé refuge temporairement dans des pirogues, sans protection contre les intempéries qui fragilisent la plupart des abris de fortune.

«Cette souffrance est trop grande», ex-

plique Iyabo Olaleye, une poissonnière ayant perdu deux maisons lors des démolitions qui dit n'avoir «nulle part où aller».

Pour les autorités de l'Etat de Lagos, de nombreuses maisons avaient été construites sous des lignes à haute tension, mettant en danger la vie des habitants pour expliquer la destruction de ces habitations. Mais selon une coalition de cinq ONG, plusieurs maisons plus éloignées ont également été rasées.

Les habitants et les ONG accusent les autorités de servir les intérêts d'une oligarchie de familles propriétaires de terrains et de promoteurs privés.

Depuis des mois, plusieurs quartiers déshérités de Lagos, capitale économique du Nigeria, ont été détruits sur ordre des autorités. «Lorsqu'ils démolissent, construisent-ils pour ceux qui occupaient ces propriétés?» demande Moses Oguneleye, membre de l'Institut nigérian des urbanistes.

### PÉNURIE DE LOGEMENTS

Avec plus de 22 millions d'habitants et un afflux constant de personnes en quête d'emploi, Lagos fait face à une extrême pénurie de logements. Selon un rapport de la Fondation pour le logement et le développement urbain, il manquait 3,4 millions de logements à Lagos en 2025. La situation devrait encore s'aggraver: les prévisions estiment que Lagos deviendra la ville la plus peuplée du monde d'ici 2100.

Alors que des quartiers informels sont rasés pour bâtir de nouvelles résidences, principalement destinées au marché haut de gamme, des milliers de logements dans des quartiers aisés comme Ikoyi et Lekki restent vacants en raison de loyers prohibitifs.

Ces deux dernières années, les loyers de Lagos ont flambé, sous le coup de l'inflation et de la crise économique, sans aucune régulation, forçant de nombreux Nigériens à déménager vers des quartiers informels ou en périphérie.

### VIVRE SOUS UN PONT À PRIX D'OR

Moins de 10% de l'offre de logements est fournie par l'Etat, le reste étant assuré par des promoteurs privés.

Près de la moitié de la population de l'Etat vit dans des bidonvilles, estime Timothy Nubi, professeur de gestion immobilière à l'Université de Lagos.

«Quand vous voyez des gens payer 180.000 nairas (125 dollars) pour un espace sous un pont, vous comprenez qu'il y a un problème», commente-t-il. Selon lui, les autorités devraient privilégier une «gentrification» qui améliore des quartiers comme Makoko sans déplacer leurs habitants, plutôt que des démolitions pures et simples.

### Publicité

#### الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الأستاذ قطني بشير  
محضر قضائي لدى محكمة ومجلس قضاء معسكر  
16 شارع نصر الدين  
معسكر

#### إعلان عن بيع بالمزايدة مع قبول التعهدات المختومة

بناء على طلب: المؤسسة العمومية الولائية بتنظيف جمع ونقل النفايات المنزلية لولاية معسكر،  
سنشرع في البيع بالمزاد العلني وبالتعهدات المختومة للمواد المعروضة التالية يوم 2026/01/22 على الساعة  
العاشرة صباحا  
بمحاضرة المؤسسة المذكورة أعلاه الكائنة بقرية نواري حمو - معسكر.

- 1-Pneus usés différents types et dimensions à la pièce
- 2-Ballots de bouteilles déclassés (PET) Kg
- 3-Bac à ordures, PEHD usées
- 4-Débris et déchets de plastique dur à la pesée/Kg
- 5-Compost organique « Bio Proprec » par quintaux

كمية من السماد العضوي المقدرة بـ 200 طن منها 50 طن مغلفة في أكياس بسعة 25 كغ و 150 طن بدون تغليف (en vrac). بيع السماد العضوي بالقططار موزعة على 40 حصة كل حصة بـ 50 قططار و المتواجد بمركز التحويل الكائن بسبدي يوب - بلدية مطمور - معسكر.

#### شروط البيع:

- البيع بدون ضمان و على الحالة التي عليها.
- يجب دفع 21% من ثمن رسو المزداد في عين المكان و لا يرد له في حالة التنازل.
- يجب دفع مستحقات البيع قبل 08 أيام من تاريخ البيع.
- يتم سحب المواد في أجل أقصاه (08) أيام ابتداء من يوم البيع.
- تقديم نسخة من بطاقة الهوية ضرورية مع الاظرفة المختومة.
- التعهدات المختومة مصحوبة بطابع جبايي بقيمة 40 دج.
- دفتر الشروط إجباري مقابل 2000 دج.
- نسخة من السجل التجاري مع بطاقة التسجيل الضريبي (NIF)

المحضر القضائي



Cancers, diabète...  
**Les soupçons sanitaires  
s'accroissent sur plusieurs  
conservateurs alimentaires**  
*Sulfites, nitrites, sorbates... Très présents  
dans les aliments industriels, ces additifs  
sont soupçonnés depuis des années de favoriser  
l'apparition de certaines pathologies.*



Deux importantes études françaises montrent aujourd'hui qu'ils sont associés à un plus grand risque de cancers et de diabète. «Ce n'est pas parce qu'on va consommer des produits avec des conservateurs qu'on va avoir tout de suite un cancer, mais il faut limiter la fréquence de l'exposition à ces produits», estime auprès de l'AFP Mathilde Touvier, l'épidémiologiste qui a supervisé ces deux études. «Le message pour le grand public, c'est, face à un rayon de supermarché, de privilégier les aliments les moins transformés.» Les conclusions de ces études, réalisées par la même équipe de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et publiées jeudi dans les revues BMJ et Nature Communications, doivent être interprétées avec prudence, au regard de l'ampleur modérée des risques observés.

Néanmoins, ces travaux sont d'une robustesse inédite. «Ces résultats pourraient avoir des implications importantes en matière de santé publique, au vu de l'omniprésence des conservateurs dans une large gamme d'aliments et de boissons», conclut l'étude publiée dans Nature Communications, qui se concentre sur le risque de diabète.

Ces publications s'inscrivent dans un contexte où les risques sanitaires de nombreux aliments industriels sont de mieux en mieux documentés, mais où leur régulation fait encore l'objet de divergences politiques. En France, la publication d'un plan stratégique sur l'alimentation et le climat a, ainsi, été bloquée à la dernière minute à l'automne, en raison de désaccords gouvernementaux sur les risques représentés par les aliments ultratransformés. Par contraste, le Royaume-Uni vient d'interdire en journée les publicités télévisées pour certains aliments industriels.

Dans ce contexte, les deux études publiées jeudi apportent d'importants éléments de réponse. C'est la première fois que des chercheurs parviennent à distinguer de manière aussi précise les risques associés à chaque conservateur. Les chercheurs se sont basés sur l'étude d'une large cohorte de Français-plus de 100.000 personnes -, suivis pendant plusieurs années avec des questionnaires très réguliers sur leur alimen-

tation ainsi que des données précises sur la composition des produits consommés.

**DES RISQUES «MAL ÉVALUÉS»**

Ils en concluent que la consommation de plusieurs conservateurs - en particulier les sorbates, les sulfites et les nitrites - est associée à une plus grande fréquence de cancers. L'association la plus forte concerne le nitrite de sodium (E250) et le cancer de la prostate, dont le risque est augmenté d'environ un tiers.

Ce degré de risque reste limité au niveau individuel - à titre de comparaison, le tabagisme multiplie par plus de 15 le risque de cancer du poumon chez les gros fumeurs.

Mais, au niveau collectif, il représente un nombre élevé de malades supplémentaires, au vu de la présence importante de ces additifs dans l'alimentation.

Et, par rapport au cancer, les risques associés aux conservateurs apparaissent parfois plus marqués pour le diabète. Ainsi, la consommation régulière de sorbate de potassium (E202) est associée à une fréquence deux fois plus élevée de cette pathologie. Certes, malgré la solidité de leur méthodologie, ces travaux ne permettent pas de conclure à un mécanisme direct de cause à effet entre ces problèmes de santé et la consommation des additifs concernés. Les sulfites, par exemple, sont principalement présents dans des boissons alcoolisées, comme le soulignent deux chercheurs n'ayant pas participé à ces études, Xinyu Wang et Edward Giovannucci, dans un commentaire publié dans la même édition du BMJ. Difficile donc de faire la part des choses entre l'effet de ces conservateurs et celui, très bien documenté, de l'alcool lui-même.

Qui plus est, rappellent-ils, «les conservateurs présentent d'importants bénéfices en prolongeant la durée de vie des produits et en réduisant le coût de l'alimentation (...) pour les plus modestes». Mais l'emploi de ces additifs est «très fréquent et souvent mal évalué, alors que leurs effets à long terme sont incertains», notent ces chercheurs. L'étude de l'Inserm plaide d'ailleurs pour une réévaluation de leur encadrement avec, notamment, «des limites plus strictes quant à leur usage».

**Les humanoïdes savent danser  
L'industrie  
s'impatiente de les voir travailler**

Des robots humanoïdes ont dansé, fait des sauts périlleux, distribué les cartes au blackjack et joué au ping-pong cette semaine au salon de la tech de Las Vegas, mais certains acteurs de l'industrie s'impatientent: ils veulent les voir devenir utiles, et ne plus être seulement une promesse d'avenir.

Si les robots ont de nouveau été les vedettes du Consumer Electronic Show (CES), la grand-messe annuelle de la tech, nombre d'acteurs du secteur mettent en garde: atteindre le niveau des humains prendra des années et nécessite encore énormément d'entraînement.

Pour devenir autonomes, les robots ont besoin d'une intelligence artificielle (IA) capable de traduire en actions leur perception des images et des sons, ce qui dépasse le champ actuel des grands modèles de langage (LLM) actuels propulsant des outils comme ChatGPT ou Gemini. L'entraînement des ces assistants IA repose sur des quantités massives de textes et d'images principalement aspirées sur internet, ce qui est largement insuffisant pour apprendre à des robots à manier des ustensiles de cuisine ou des outils dans un entrepôt. «Si vous voulez que [les robots] apprennent des choses incarnées, vous devez les mettre dans un corps», explique Henny Admoni, professeure associée à l'Institut de robotique de l'université Carnegie Mellon. Christian Rokseth, fondateur de la plateforme Humanoid, guide, compare la situation actuelle au fait d'enfermer un enfant dans une pièce en espérant qu'il apprenne à connaître le monde extérieur. Même si le rythme de développement s'est accéléré l'an dernier, notamment côté composants, ce spécialiste du secteur fait partie des impatients. «Ils ont montré des robots dansant et faisant du kung-fu; maintenant, montrez-nous qu'ils peuvent être

productifs», lance-t-il.

Pour y parvenir, une société comme EngineAI, basée à Shenzhen en Chine, collabore avec des géants de la tech américain comme Amazon et Meta, pour doter ses robots de «cerveaux» d'IA, explique son fondateur Evan Yao, rencontré par l'AFP.

«Nous essayons de simuler les humains, mais les robots ne deviendront jamais humains (...) parce qu'un humain est un être émotionnel et bien plus encore», prévient-il pendant qu'une de ses créations lance un coup de pied latéral vers lui. Un peu plus loin, l'entreprise Robotera Team présente un humanoïde, développé pour la recherche, et désormais à l'entraînement en vue du marathon de Pékin d'ici quelques mois.

**MANQUE D'ENTRAÎNEMENT**

Selon la Consumer Technology Association, qui organise le CES, l'industrie robotique est dynamique et pleine de potentiel, avec un marché mondial en 2030 qu'elle évalue à environ 179 milliards de dollars. Soit plus ou moins l'équivalent de celui du jeu vidéo aujourd'hui.

L'essentiel de cette croissance est attendu dans les usines, les entrepôts et l'opérationnel des entreprises, où des robots - pas nécessairement humanoïdes - travaillent dans des environnements contrôlés. Pour Artem Sokolov, fondateur d'une startup de robotique humanoïde basée à Londres, si les humains travaillent dans les usines rien n'empêche des robots imitant leur anatomie d'y prospérer aussi. Le géant automobile sud-coréen Hyundai a ainsi dévoilé au CES sa propre version du robot humanoïde Atlas, créé en collaboration avec ses créateurs de chez Boston Dynamics, qu'il prévoit de tester dans des usines.

Publicité



Sorfert SPA  
سورفيرت الجزائر

**SORFERT ALGERIE SPA**

**Cité « Point du Jour », Route de Wilaya N° 32, Section 387, Ilot**

**N° 83 – Oran**

**R.C N° 0109284 B07**

**NIF: 000731010928417**

**AVIS D'INFRUCTUOSITÉ**

**Appel d'Offres National et International Ouvert**

**N°09/SO/D.HSE/2024**

**« EPC Clés en main pour une unité de traitement des eaux usées industrielles »**

**Conformément aux procédures d'approvisionnement internes de la société Sorfert Algérie Spa, informe les soumissionnaires concernés que l'avis d'appel d'offre national et international ouvert N°09/SO/D.HSE/2024 est déclaré infructueux.**

**La Direction Générale**



## CAN-2025- A propos des menaces de sanctions de la FAF et l'EN

### Motsepe-Lekjaa: Un tandem au cœur des dérives de la CAF

**L'affaire du match Algérie-Nigéria n'a pas encore connu son épilogue et risque de prendre d'autres proportions. L'enquête annoncée par la CAF soulève de nombreuses interrogations.**

M. Zeggai

En effet, selon certaines informations, les noms de Luca Zidane, Aït Nouri, Belghali et Hadj Moussa ont été mentionnés dans le rapport de l'arbitre sénégalais Issa Sy. Les mêmes sources affirment que la FAF s'expose à de lourdes sanctions pouvant aller d'une suspension de plus de quatre matches aux joueurs cités et une importante amende financière. Face à ce contexte, la réaction de la CAF apparaît pour le moins paradoxale. Au lieu de s'interroger sur les défaillances arbitrales et le comportement des officiels, l'instance continentale semble privilégier une approche strictement répressive à l'encontre de la FAF et l'équipe nationale. Cette démarche est perçue par de nombreux analystes

comme un nouveau dépassement de l'instance continentale, accusée de fermer les yeux sur les scandales de ses arbitres tout en sanctionnant sévèrement les fédérations qui en subissent les conséquences. Une politique à deux vitesses qui alimente un sentiment d'injustice et renforce le malaise autour de la gouvernance arbitrale sur le continent africain. Sinon comment expliquer le comportement indigne d'un arbitre, Noha Bangoura, le deuxième assistant ?

Pour défendre sa cause, nous avons appris que la FAF a transmis un dossier complet à Pierluigi Collina, président de la commission des arbitres de la FIFA.

Dans un climat déjà tendu, cette affaire relance le débat sur la transparence, la responsabilité des arbitres et la nécessité d'une réforme profonde du système

disciplinaire et arbitrale de la CAF afin de restaurer la confiance et garantir une équité sportive longtemps réclamée par les acteurs du football africain. Par ailleurs, à propos des joueurs algériens signalés, on croit savoir que la FAF a répondu avec fermeté à la Confédération africaine de football et a accompagné sa réaction par un rapport détaillé et a menacé même d'aller vers une escalade, en engageant une nouvelle confrontation dans les instances de la FIFA ainsi que devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS). Au fait, jusqu'où les fédérations africaines continueront-elles à se plier au diktat de Lekjaa ? Jusqu'où ces mêmes fédérations accepteront de se taire et de céder ? Jusqu'où Lekjaa, le dictateur silencieux du football africain soutenu par Motsepe, va-t-il s'arrêter ?

## Super coupe d'Algérie:

Aujourd'hui à 17 h 00 : MCA-USMA

### 90 minutes pour écrire l'histoire

Les grandes retrouvailles entre le MCA et l'USMA à l'occasion du match de super coupe d'Algérie constituent, sans contexte, l'évènement phare de ce week-end. Au-delà de l'enjeu, c'est aussi une question de prestige entre deux formations qui se connaissent parfaitement. Dans ce contexte particulier, aucun des deux entraîneurs ne part dans l'inconnu. Les forces, les faiblesses, les automatismes et même les intentions tactiques sont connues de part et d'autre. Cela laisse présager un match âpre, fermé et indécis où le moindre détail pourrait faire basculer cette rencontre. A cet effet, le stade Nelson-Mandela de Baraki connaîtra, sans nul doute, une ambiance des grands jours avec

d'un côté, les 'Rouge et Vert' aspirent à confirmer leur suprématie et d'ajouter un autre trophée à leur palmarès. De l'autre, une équipe usmiste, animée par une soif de consécration, rêve de décrocher son premier trophée de la saison 2025-2026.

C'est la 3<sup>e</sup> confrontation dans cette illustre compétition après celles de 2014 et 2016 entre les deux clubs algérois qui livreront leur sixième finale qui s'annonce pleine d'indécision.

En effet, entre les ambitions affichées des uns et des autres, c'est le terrain, seul juge impartial, qui tranchera. Ce sera également une bataille tactique entre les deux entraîneurs, le Sud-Africain Rhulani Mokwena et l'Algérien Abdelhak Benchikha. Dans ce

type de confrontation, il est extrêmement difficile, voire hasardeux, d'émettre le moindre pronostic. Aussi, ce derby promet une forte dimension émotionnelle. Dans une finale aussi tendue, l'aspect psychologique jouera un rôle déterminant.

Sur le plan de la qualité individuelle, les Mouloudéens semblent disposer d'un léger avantage, avec des joueurs capables de faire la différence, à tout moment. Mais, l'histoire du football l'a souvent démontré : en finale, et plus encore dans un derby, les statistiques et même la logique peuvent voler en éclats. A ce stade, une seule certitude demeure : le suspense sera total jusqu'à la fin.

M. Zeggai

## Coupe d'Algérie (1/8 de finale)

### Quand le CA Batna défie la hiérarchie

Ces huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie ont livré, jusqu'à présent une seule véritable surprise, et elle est à mettre entièrement au crédit du CA Batna, auteur de la sensation de ce tour. Face à un sociétaire de la Ligue 1, le Paradou AC, donné largement favori, les gars des Aurès n'ont pas été impressionnés par l'enjeu ni par le statut de leurs adversaires du jour. Bien au contraire, ils ont fait preuve d'une remarquable solidité mentale pour aller chercher une qualification amplement méritée. Leur abnégation et leur volonté leur ont permis de composer leur billet pour les quarts de finale, au terme d'un match riche en intensité et en rebondissements. Voilà une performance de choix qui restera, sans doute, comme l'un

des faits marquants de ce tour. Le deuxième match n'a, en revanche, laissé place à aucune incertitude. La hiérarchie a été respectée de bout en bout, dans un duel à sens unique. Le CRB a survolé les débats et s'est imposé sur un score sans appel de 3 à 0. Une victoire nette, propre et sans bavure, obtenue face à une équipe de l'ASMO apparue en grande difficulté, tant sur le plan technique que physique. Dominés dans tous les compartiments du jeu, les asémistes ont affiché des limites évidentes et un niveau bien en deçà des exigences de la compétition. A la faveur de cette qualification, le CRB retrouvera le MCA en quarts de finale entre deux spécialistes de l'épreuve. La troisième rencontre programmée a opposé deux formations de

l'élite, la JS Saoura et l'ES Mostaganem dans une confrontation annoncée équilibrée.

En fin de compte, ce sont les Sudistes qui ont eu le dernier mot, faisant parler l'enthousiasme de ses jeunes et leur réalisme dans les moments clés de la partie. En face, les Mostaganémois de l'Espérance ont vu leur aventure s'arrêter, confirmant la mauvaise passe que traverse le club depuis l'entame de la saison. Cette nouvelle élimination vient s'ajouter à une série de résultats négatifs et met en lumière les difficultés persistantes de l'ESM, incapable pour l'heure de rivaliser avec ses adversaires. Une situation qui devient préoccupante qui a commencé par décourager le public de l'Espérance.

M. Zeggai

## La vie des clubs

### ● ZAOUÏ SAMIR REJOINT L'US BISKRA

La direction a annoncé la finalisation d'un accord avec Zaoui Samir qui prendra les commandes de l'équipe technique pour la seconde moitié du championnat et succède ainsi à Azziz Abbès, limogé après deux défaites consécutives. Le contrat a été signé entre le nouveau coach et le directeur général de la société sportive de l'US Biskra, Farès Ben Aïssa. Pour rappel, le nouveau responsable technique de l'USB avait dirigé en début de saison l'USM Annaba.

### ● MOHAMED BOUTADJINE QUITTE LE NAHD POUR LE NC MAGRA

Après avoir initialement trouvé un accord définitif avec le NAHD pour travailler en collaboration avec Farid Zemiti, Mohamed Boutadjine a surpris tout le monde en quittant le

club nahdiste pour rejoindre le Nejm Magra en tant qu'entraîneur principal. Une décision qui a créé un véritable coup de théâtre sur le marché des entraîneurs et qualifié de manque de respect envers le Nasria.

### ● ASO CHLEF: BELAÏD ABDELHAK SUCCÈDE À BOUALI FOUAD

La direction de l'ASO Chlef a tenu dernièrement une réunion de travail avec l'entraîneur Bouali Fouad et son staff pour procéder à l'évaluation de la phase-aller du championnat. A l'issue de cette rencontre, les deux parties ont convenu de mettre fin à leur collaboration à l'amiable. Pour sa succession, il a été décidé de confier les rênes de l'équipe première à l'entraîneur adjoint, Belaid Abdelhak, nommé nouveau responsable technique de l'équipe chélifienne.

M. Z.

## Mercato

### Ounas signe à Al-Shamal



Adam Ounas ouvre un nouveau chapitre de sa carrière au Qatar. L'international algérien s'est officiellement engagé avec Al Shamal SC pour une durée de six mois, dans le cadre d'un transfert libre, après avoir résilié son contrat avec Al Saliya. À Al Shamal, Ounas retrouvera Bounedjah. Les deux joueurs seront également en compagnie de Bounacer, formant ainsi un trio algérien appelé à jouer un rôle clé

dans les ambitions de l'équipe. Adam Ounas portera le numéro 10, symbole de la confiance placée en lui par la direction et le staff technique. Pour l'international algérien, ce nouveau défi représente une opportunité idéale de relancer sa dynamique, retrouver du temps de jeu et s'exprimer pleinement aux côtés de compatriotes avec lesquels il partage déjà une certaine complicité. Un pari mesuré, mais prometteur, pour les deux parties.

### Angers ne veut pas lâcher Abdelli



Le dossier Himad Abdelli est en train de s'imposer comme l'un des feuilletons les plus sensibles du mercato hivernal en Ligue 1. De retour à Angers après l'élimination de l'EN en quarts de finale de la CAN 2025 face au Nigeria, l'international algérien se retrouve au cœur de discussions intenses, alors que certains clubs insistent pour tenter de le recruter. À deux jours de la réception de l'OM par le SCO, Alexandre Dujoux a retrouvé un groupe quasiment au complet à l'entraînement. Mais un détail n'a pas échappé aux observateurs: Abdelli a travaillé avec les remplaçants, signe d'une situation particulière. Interrogé par RMC Sport, le directeur sportif Laurent Boissier a livré un discours sans détour. "Quand

on parle de 20 millions d'euros, il faut savoir qu'une fois que tout le monde est passé par là, c'est la moitié qui disparaît (...) aujourd'hui, il ne faut pas se voiler la face. Quand on a 24 millions d'euros de budget et 12 millions d'euros de recettes, il faut aller chercher ce qui manque. Et ce qui manque, c'est la vente de joueurs." Concernant Abdelli, le dirigeant angevin assume une position ferme mais mesurée. "De toute façon, dans un transfert, il faut que le club vendeur soit d'accord, le club acheteur et le joueur. Et si l'équation se fait à 3, c'est un super truc." Une manière claire de rappeler que le SCO ne bradera pas l'un de ses cadres. À l'heure actuelle, les conditions ne sont pas réunies et Angers garde la main.



2

09.30 Bel & bien  
10.50 Chacun son tour  
11.55 Tout le monde veut prendre sa place  
13.00 Journal  
13.20 13h15, le samedi  
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16.05 Rugby ; Champions Cup  
18.10 Tout le monde a son mot à dire  
18.45 N'oubliez pas les paroles  
20.00 Journal  
20.30 LE SAMEDI 2026  
21.00 Darooma

## 21.10 The Floor - A la conquête du sol



Un sol géant constitué de 100 cases, 100 candidats, 100 catégories avec 100 000 euros à la clé : dans ce grand quiz, les candidats se défient dans des face-à-face tout en images. Leur objectif est de conquérir la totalité du sol pour repartir avec le jackpot. Sur le sol, chaque participant est propriétaire d'une case correspondant à une catégorie qu'il pense bien connaître. Lorsqu'il est sélectionné, un candidat peut défier le propriétaire de l'une des cases voisines sur sa propre catégorie. Après chaque face-à-face, le perdant est éliminé. Le vainqueur, lui, remporte la case de...

3

## 20.10 Enquête parallèle



10.15 Les Quiquoï  
10.40 Chef pays  
11.15 Des régions gourmandes  
11.50 Outremer...  
12.15 ICI 12/13  
12.55 Château !  
13.30 Samedi d'en rire  
16.00 Championnats d'Europe de patinage artistique  
17.55 Champions d'exception  
18.05 Questions pour un champion  
19.00 ICI 19/20  
19.55 Stade 2  
20.35 Cuisine ouverte

**Episode 2 : Un crime presque parfait**  
Fred Chaperot, journaliste de télévision locale, empêche le suicide de Jacques, un ferronnier d'art bouleversé depuis que sa femme l'a quitté. Le lendemain, il est inculpé pour le meurtre de Fanny, dont il est séparé. Malgré les apparences qui l'accablent, Fred reste convaincue de son innocence. Elle lance sa propre investigation dans l'univers de la ferronnerie d'art, épaulée par Manu, son cameraman, et Thomas, commandant de gendarmerie.

4

## 21.00 Main dans la main



10.00 Bluey  
10.52 Les as de la jungle à la rescousse  
11.50 Manger, bouger, dormir  
12.38 Potobot  
13.15 Un jour, une question  
15.27 Ninjago, le soulèvement des dragons  
17.17 Héros à moitié  
20.24 Les as de la jungle à la rescousse  
20.55 Conso-mag

Dans l'univers étincelant de l'Opéra Garnier, où les pas de danse dessinent des rêves éphémères sous les lustres de cristal, Hélène Marchal (Valérie Lemercier) règne en maître. Étoile incontestée du ballet, courtisée par les médias et les sphères politiques, elle incarne l'élégance et la discipline à la perfection. Pourtant, sa vie bien huilée bascule le jour où elle croise le chemin de Joachim Fox (Jérémie Elkaim), un miroitier aussi passionné de danse que maladroït...  
22.20 Les rencontres du Papotin

5

09.29 Vida la véto  
09.55 Les Moodz  
10.05 Sur la piste des chiens sauvages d'Afrique  
10.40 Silence, ça pousse !  
12.35 Souvenirs d'un singe doré  
13.35 La grande famille des chiens  
16.35 Sur les traces des pionniers du froid  
17.25 C dans l'air  
18.55 C à vous  
20.00 Vu  
20.05 C à vous la suite  
20.55 C'est bon à savoir  
21.00 Echappées belles

10.05 Cuisines des terroirs  
15.20 Des vignes et des hommes  
15.50 Hawaï, où l'eau embrasse le feu  
17.20 Invitation au voyage  
18.05 Chemins d'école, chemins de tous les dangers  
18.50 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes samedi  
20.55 Le Colisée - Les arènes du pouvoir  
22.40 La cité des plaisirs de Néron  
23.35 L'architecte visionnaire de Rome : Piranesi



10.00 Quotidien  
11.40 Nos chers voisins  
13.35 Les experts  
17.50 90' Enquêtes  
21.10 La grande odyssée  
21.15 Monk  
Saison 7 - Ep 12 : Monk et sa nouvelle amie



CANAL+ CINEMA 21.00

### AIMONS-NOUS VIVANTS

**Acteur: Gérard Darmon, Valérie Lemercier, Patrick Timsit, Alice de Lencquesaing;...**  
Antoine Toussaint (Gérard Darmon), légende de la chanson française au charisme inégalé, voit sa vie basculer après un AVC qui lui laisse des séquelles invisibles mais dévastatrices. L'homme qui enflammait les scènes par sa présence et sa voix ne se reconnaît plus : les projecteurs, autrefois son oxygène, deviennent une source d'angoisse insurmontable. Rongé par l'idée de n'être plus qu'une pâle ombre de lui-même, il prend une décision radicale. Sans prévenir son entourage, il monte dans un train en direction de la Suisse,...



CINE + FRISSON 20.50

### INSTINCTS MEURTRIERS

**Acteur: Ashley Judd, Samuel L. Jackson, Andy Garcia, David Strathairn...**  
Récemment promue à la brigade criminelle, Jessica Shepard se voit confier une difficile affaire de meurtres en série. Horrifiée, elle découvre que toutes les victimes ont été ses amants. Jessica se rend bien compte qu'elle sert de lien entre tous ces morts. Troublée par des indices qui lui rappellent son père et par de curieuses pertes de mémoire, elle plonge peu à peu dans la confusion la plus totale.



arta 20.50

### LE COLISÉE: LES ARÈNES DU POUVOIR

À Rome, vers l'an 72, l'empereur Vespasien lance à deux pas du forum la construction d'un grand amphithéâtre. Il meurt avant l'achèvement des travaux, et c'est son fils, l'empereur Titus, qui inaugure l'édifice en l'an 80. Les premiers jeux du cirque s'y déroulent alors devant 50 000 spectateurs et durent cent jours. Au programme : des affrontements avec des bêtes sauvages, amenées d'Afrique, des exécutions de condamnés et, clou du spectacle, des combats de gladiateurs. Aujourd'hui, l'édifice a perdu de sa superbe. À l'intérieur, le sol de l'arène ovoidale a disparu, et seuls subsistent les vestiges des gradins et des loges, ainsi que la façade nord, la partie sud ayant été détruite par un tremblement de terre au XIVe siècle.

# TÉLÉVISION



## 21.10 Star Academy



11.45 Petits plats en équilibre  
11.50 Les douze coups de midi  
12.50 Petits plats en équilibre  
12.55 Météo  
13.00 JT 13h  
13.40 Grands reportages  
16.10 Les Docs du week-end  
17.20 Star Academy, la quotidienne  
17.55 50mn Inside  
19.50 La grande odyssée  
19.55 Météo  
20.00 JT 20h  
20.45 Tirage du Loto  
20.50 Petits plats en équilibre

Après Mehdi, Lenny, Noah, Ema, Léane, Théo L., Lily, Léo, Jeanne, Mélissa et Théo P., un douzième élève a quitté le château en la personne d'Anouk., éliminée à l'issue d'un prime émouvant. La jeune et talentueuse artiste originaire de Wanze, en Belgique, a été contrainte de faire ses bagages au terme d'un prime très disputé face à Victor, l'autre candidat menacé, et qui a finalement obtenu une chance de poursuivre l'aventure. Le chemin est encore long jusqu'à la finale pour les cinq élèves encore en lice, qui vont une nouvelle fois devoir redoubler...



## 21.10 NCIS :Tony & Ziva



10.10 Le mag du samedi  
10.55 66 minutes



12.45 Le 12.45  
13.30 Un jour, un doc week-end  
17.40 La roue de la fortune  
18.40 Le maillon faible  
19.45 Le 19.45  
20.35 Scènes de ménages

**Saison 1 - Episode 3 : Bonnie et Clyde**  
A Mulhouse, Tony et Ziva cherchent à interroger Aaron Graves, le PDG de Reigning Fire, une société privée d'armement militaire dont les drones pourraient être la prochaine cible du malware 9.4, lorsqu'une explosion les fait fuir. Toujours recherchés par Interpol et en attendant que Claudette efface leurs traces, Tony et Ziva se réfugient dans le chalet de Nicole, la femme mariée avec qui DiNozzo a une liaison...  
22.45 NCIS



## 21.00 Rugby : Pro D2 Vannes / Brive



12.10 L'hebd' Hollywood  
12.26 Le cercle  
13.15 Canal Sports Club  
13.25 Plateau sport  
13.30 Football . Premier League  
15.35 Journal des coupes d'Europe  
19.22 WRC, la rétro  
20.42 Avant-match Pro D2

Retransmission d'un match du championnat de France de deuxième division de rugby appelé Pro D2, une compétition de rugby à XV. Organisé depuis 1924, le championnat de deuxième division a longtemps été amateur avant d'obtenir le statut professionnel en 2000 et comporte maintenant seize clubs qui se battent pour l'accession dans l'élite du rugby français.



09.20 American Pickers,...  
12.26 The Nazi Cartel  
13.14 Adolf Eichmann . les aveux du diable  
14.13 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe  
16.05 Eiffel, la guerre des tours  
17.45 Les secrets des hommes de Lascaux  
19.23 American Pickers,...



### 09.10 One Piece

11.37 Top Info  
11.40 Cleaners les experts du ménage  
20.10 Star Academy, la quotidienne  
21.10 Chroniques criminelles




### 10.10 Absolument stars 11.40 Desperate Housewives




### 17.30 La petite histoire de France






 La communication avec votre partenaire devient difficile et vous souffrez de cette relation ombrageuse.




 Vous attendiez la réalisation de nouveaux contrats ? Ce pourrait être chose faite très bientôt.




 Vous ressentez de plus en plus fréquemment le besoin de changer d'air et de faire des nouvelles rencontres.




 Vous avez envie d'élargir votre cercle amical et social, pourtant cela devra attendre un peu. L'ambiance générale n'y est pas du tout favorable.




 C'est le moment où jamais de réaliser des projets professionnels qui vous tiennent à cœur depuis longtemps. Soyez entreprenant et tenace, car rien ne vous sera donné sans effort.




 Vous vous sentirez bien à l'étroit et n'aurez envie de rester dans votre bulle. Reconnaissez que vous y êtes bien !




 Prudence, ne faites pas confiance au premier venu. Vous êtes parfois trop crédule.




 Vous prêterez la plus grande attention à votre partenaire.

Vous saurez déceler ses angoisses et le rassurer. Bravo, il est important de savoir que l'on peut compter sur l'autre dans un couple.




 Si vous vivez en couple, vous entrez dans une très belle période.




 Le moral est en baisse, laissant place à un sentiment de fatigue émotionnelle ou de découragement.



 C'est avec davantage de tact et de diplomatie que vous provoquerez les situations que vous appelez de vos vœux ! Vous aurez des relations de couple très stimulantes.



 De beaux échanges avec  
vos proches et vos amis.  
La complicité est renforcée.

**CROISÉS N° 9474**

1. Commence à faire.
2. Ne pas tenir compte, ça compte pour lui.  
Pas du tout, c'est jamais d'elle !
3. Malaise au pavillon.  
Mot pour les hommes en général.
4. L'argent du chef de l'Etat, en civile.
5. Phon: elle n'est pas sans savoir. Fit un trou d'air.
6. Autorisation de sortie.  
Bien entendu, quand ça casse !
7. Note. Il ne faut pas donner crédit à celui-là.
8. Action d'éclat.
9. Lient. Demi-tour d'argent à Bucarest.
10. Non dits.  
Consonne doublée.

A. Effondrement.  
B. Pris de court, il fait la manche.  
Un onze remonté à neuf !  
Elément de choix.  
C. Fin de service.  
Sanie.  
D. Sortie de papules.  
E. Colères.  
Siège de cabinets d'aisances ou de roi, c'est pareil.  
F. Pronom.  
Consonnes.  
Feu de croisement.  
G. Fendillée.  
H. Nom de première.  
Montée de la pauvreté.  
I. Dans le vent.  
Danse.  
J. Retour de vague.  
Type d'Assemblée.

FOUILLIS N° 9474

ARBITRAIREMENT - BEC - BOUQUET - CAHIER -  
CONCORDANCE - CONSTERNATION - DECIDER -  
DIRIGER - DOCILEMENT - EVITER - FONDATION -  
FRIRE - HEUREUSEMENT - HOTEL - LIONNE - LIVRE -  
MATIN - MONDE - OSIER - OTARIE - PERMANENCE -  
QUALITE - QUESTION - RATION - SARI - SAS -  
SINGULIEREMENT - SON - TANNERIE - TORSER - TRAIN -  
TRIO - VASE - VERSEMENT - VOLONTE - VRAIMENT.

- Mon 2e est une manie.

Mon tout est un fil de caoutchouc.

**SUDOKU N° 9474**

**CODÈS N° 9474**

			<div> <div>↖</div> <div>ABSURDES</div> <div>↗</div> <div>↖</div> <div>ECOLE</div> <div>↗</div> <div>REFUGE</div> <div>↖</div> <div>EDUCA-</div> <div>TEURS-</div> <div>↓</div> </div>						
				<div> <div>↖</div> <div>DEMONS-</div> <div>TRATIF</div> <div>↗</div> <div>↖</div> <div>ANIMAL</div> <div>↗</div> <div>NOTE</div> <div>RENVERSEE</div> <div>↖</div> </div>			<div> <div>↖</div> <div>ARTICLE</div> <div>RENVERSE</div> <div>↗</div> <div>CHIFFONS</div> <div>DE</div> <div>PARTERRE</div> <div>↖</div> </div>		
							<div> <div>↖</div> <div>COMMANDE</div> <div>↗</div> <div>CRAINTIVE</div> <div>↖</div> </div>		
		<div> <div>↖</div> <div>AIGUILLON</div> <div>↗</div> <div>↖</div> <div>NOTE</div> <div>↗</div> <div>COLERE</div> <div>ECLATEE</div> <div>↖</div> </div>			<div> <div>↖</div> <div>RAPE</div> <div>↗</div> <div>GRECQUE</div> <div>↖</div> <div>FABRIQUE-</div> <div>NT</div> <div>↗</div> </div>				
		<div> <div>↖</div> <div>CHIFFRES</div> <div>ROMAINS</div> <div>↗</div> <div>A MAIN</div> <div>↖</div> <div>CLAIRES</div> <div>↓</div> </div>							
						<div> <div>↖</div> <div>DECHIFFRE</div> <div>AL'ENVERS</div> <div>↗</div> <div>APPEL</div> <div>↖</div> </div>			
	<div> <div>↖</div> <div>MOLLESSE</div> <div>↗</div> <div>↖</div> <div>ETABLIS-</div> <div>SEMENTS</div> <div>↗</div> <div>ENCAIS-</div> <div>SEMENT</div> <div>↖</div> </div>				<div> <div>↖</div> <div>REVIENT A</div> <div>LA VIE</div> <div>↗</div> <div>NAIVES</div> <div>↖</div> </div>				
						<div> <div>↖</div> <div>DOMPTEES</div> <div>↗</div> <div>VOYELLE</div> <div>DOUBLEE</div> <div>↖</div> <div>POSSESSIF</div> <div>↓</div> </div>			
	<div> <div>↖</div> <div>PAS DITS</div> <div>↗</div> <div>VOYELLE</div> <div>REPETEE</div> <div>↓</div> </div>				<div> <div>↖</div> <div>REMPART</div> <div>↗</div> <div>DEMONS-</div> <div>TRATIF</div> <div>↓</div> </div>				
			<div> <div>↖</div> <div>REFUTER</div> <div>↗</div> <div>CABANE</div> <div>↖</div> </div>						
						<div> <div>↖</div> <div>TRAMEE</div> <div>↗</div> <div>PREPOSI-</div> <div>TION</div> <div>↖</div> </div>			

**SUDOKU N° 9474**

## SUDOKU N°9473

C	O	M	M	A	N	D	O	S	
O	L	E	O	D	U	C		O	R
L	I	T	R	E		A	P	I	
L	V		N	P	A		R	E	A
E	I		E	T	I	R	E		R
C	E	P		E	R	U	S	A	M
T	R	O	U	S	S	E	S		O
I		L	D			R	A	M	I
O	P	I	N	E	R		S	U	R
N	A	S	I	L	L	E		R	E

**FOUILLIS N° 9473:**  
**BISCUIT**

1	2	3	4	5	6
A	L	U	S	E	T
7	8	9	10	11	12
I	N	R	O	P	M
13	14	15	16	17	18
G	D	C	B		
19	20	21	22	23	24

# 10 ERRORS





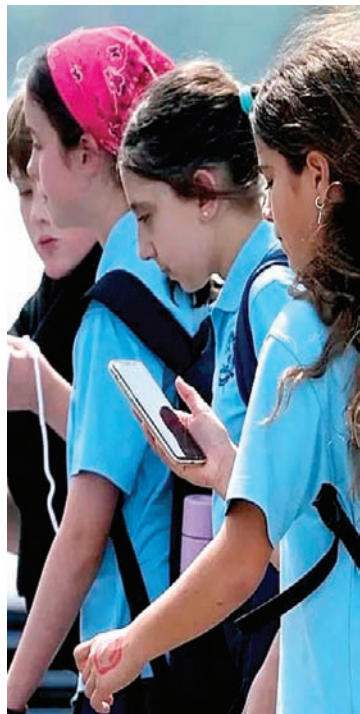
## L'Espagne a accueilli près de 100 millions de touristes étrangers en 2025

**L'**Espagne a accueilli près de 100 millions de touristes étrangers en 2025, engrangeant 135 milliards d'euros de recettes, a annoncé jeudi le ministre du Tourisme Jordi Hereu lors d'une conférence de presse à Madrid.

Selon les premières estimations, l'Espagne a accueilli l'an dernier 97 millions de visiteurs, a indiqué le ministre, soulignant que ce nouveau record, qui dépasse les 94 millions de touristes reçus dans le pays en 2024, est «une réussite collective de tout le pays».

L'Espagne a ainsi réalisé l'an passé 135 milliards d'euros de recettes, en hausse de 6,8% sur un an, d'après l'estimation donnée par le ministre, qui a insisté largement sur les retombées économiques générées par cet afflux massif de visiteurs. Mais Jordi Hereu a toutefois appelé les professionnels du secteur à diversifier et contrôler l'offre, notamment dans les régions les plus visitées, pour proposer «plus de qualité» et continuer à croître dans le futur.

## Réseaux en Australie : 4,7 millions de comptes de mineurs bloqués



**L'**es géants de la tech ont bloqué 4,7 millions de comptes suite à l'interdiction en Australie - une première mondiale - des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans, a annoncé vendredi l'autorité australienne de surveillance de la sécurité en ligne eSafety.

«Il est clair que les recommandations réglementaires et le dialogue mené par l'autorité de surveillance en ligne auprès des plateformes produisent déjà des résultats significatifs», a estimé la commissaire australienne à la sécurité en ligne, Julie Inman Grant, dans un communiqué. Depuis l'entrée en vigueur de la loi le 10 décembre, l'Australie exige des grandes plateformes qu'elles empêchent les mineurs de posséder des comptes.

Les entreprises s'exposent à des amendes de 49,5 millions de dollars australiens (28,5 millions d'euros) si elles ne prennent pas les mesures raisonnables pour se conformer à la loi. Le groupe Meta a annoncé la semaine dernière avoir supprimé quelque 540 000 comptes de mineurs de ses plateformes au cours de la seule semaine se terminant le 11 décembre.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Washington a réalisé une première vente de pétrole vénézuélien



**L'**es Etats-Unis ont finalisé une vente de pétrole vénézuélien, la première depuis la reprise en main du secteur par Washington après la capture du président déchu Nicolas Maduro, a indiqué jeudi à l'AFP un responsable américain.

Selon cette source, qui n'a pas précisé l'identité de l'acheteur, le montant de

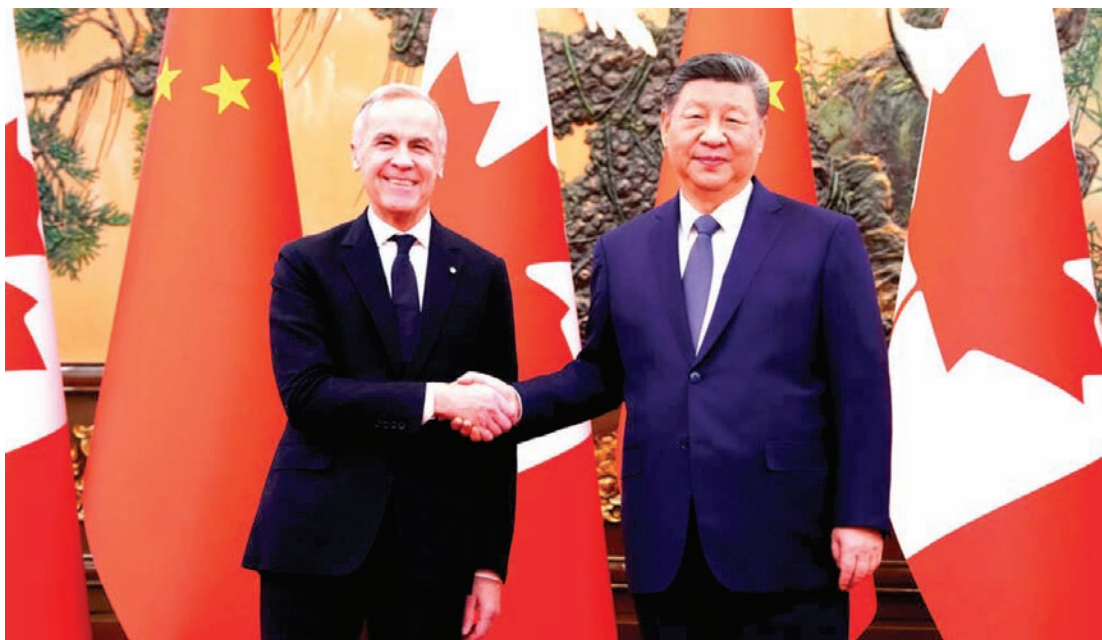
l'opération s'élève à 500 millions de dollars et d'autres ventes pourraient être réalisées dans les prochains jours ou semaines.

«Le président Trump a négocié un accord énergétique historique avec le Venezuela, immédiatement après l'arrestation du narcoterroriste Nicolas Maduro, qui profitera aux peuples américain et vénézué-

lien», a déclaré jeudi Taylor Rogers, une porte-parole de la Maison Blanche.

La semaine dernière, le président américain avait annoncé que les «autorités par intérim du Venezuela (allaient) remettre aux Etats-Unis entre 30 et 50 millions de barils de pétrole sous sanction et de haute qualité», soit de un à deux mois de production.

## Le Canada se tourne vers la Chine



**L'**e Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé vendredi à Pékin un accord entre son pays et la Chine ouvrant la voie à une réduction des droits de douane que les deux pays s'étaient imposés réciproquement ces dernières années. «Le Canada et la Chine ont conclu un accord commercial préliminaire, mais historique, visant à éliminer les obstacles au commerce et à réduire les droits de douane. Le Canada s'attend à ce que la Chine réduise les droits de douane sur les graines de canola canadiennes d'ici au 1er mars», a déclaré M. Carney devant la presse lors de la première visite d'un chef de gouvernement canadien en Chine depuis huit ans, après des années de brouille.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### UNE LEÇON DE L'ART DIPLOMATIQUE

certes surprenant de dissiper des croyances rigides faisant croire à un retournement de situation forgé par des contre-vérités galvaudées sur une vie à l'étranger qui offrirait l'aisance du paradis. L'Occident n'a jamais servi les faveurs que le chant des sirènes avait ancrées dans les esprits de jeunes leurrés aux prises avec la mal-vie.

Il serait inutile de s'étendre sur les drames sociaux qui gangrèment avec leurs multiples facettes la société française. En plus de les subir comme la majorité des

Français, nos migrants endossent aussi la multiplication des affres d'un racisme et d'une xénophobie officiellement déclarés.

La parade avec une forte dose d'humanisme et de responsabilité sans faille a été aujourd'hui décidée par le président de la République. Il ouvre une porte pour ceux qui ont cru au miroitement d'une fausse décence existentielle et certifie que le gain de la sérénité est à chercher dans leur pays.

La mesure prise en toute souveraineté est à mille lieues des chinoïseries des OQTF et des manœuvres dilatoires que les extrémistes ont tenté d'imposer. Elle se présente surtout en leçon de l'art diplomatique, enseignant les convenances obligatoires qui doivent régir des Etats qui se respectent.

## Royaume-Uni : le gouvernement veut faciliter la remobilisation d'anciens militaires



**L'**e gouvernement britannique, qui s'emploie à rééquiper son armée sur fond de menaces croissantes en Europe, veut faciliter la mobilisation d'anciens militaires «en cas de crise», en étendant par exemple la limite d'âge de 55 ans à 65 ans, selon un projet de loi déposé jeudi au Parlement.

Le texte qui prévoit d'élargir les critères permettant à l'armée de faire appel à du personnel démobilisé, abaisserait également le seuil de risque et de menace rendant possible le rappel de ces anciens militaires.

Le projet de loi en question (Armed Forces Bill 2026) a été déposé jeudi au Parlement, et son examen doit débiter fin janvier à la chambre des Communes.

Le gouvernement prévoit que les mesures visant la réserve stratégique - forte actuellement d'environ 95.000 personnes selon le ministère de la Défense - entrent en vigueur à partir du printemps 2027.